

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2269

16 septembre 2013

SOMMAIRE

AIPP Pooling I S.A.	108868	Euro-Technique Services S.à.r.l.	108874
Allianz Real Estate I SICAV-FIS	108878	Evergreen S.A.	108875
Almeros S.A.	108869	Exopack Holdings Management S.à r.l & Partners S.C.A.	108867
Argonne Investments S.A.	108876	FaAbv S.A.	108875
Artemide S. à r.l.	108908	Ferro Tech S.à r.l.	108872
Atar Holding	108908	Fiducial Holding	108908
Bioresonance	108909	Field Point II	108873
C3 CIV SCS	108872	Financial Reporting Systems Luxembourg S.A.	108875
CG Finance S.A.	108870	Flextronics ODM Luxembourg S.A.	108875
Compagnie Financière an Muileann S.A.	108867	GM Production, s.à r.l.	108868
Covelux	108870	NIH Lambda Management S.à r.l. & Part- ners S.C.A.	108867
Crystal B HoldCo S.à r.l.	108872	Pine Harbour S.à r.l.	108911
CSCP Credit Acquisition Holdings Luxco Sàrl	108870	RSB Investissements S.à r.l.	108878
Dafere Limited	108867	SABIC Luxembourg S.à.r.l.	108878
Dechmann Communication	108877	Selena Luxco S.à r.l.	108879
Defa International S.A.	108869	Sinvia S.à.r.l.	108912
Doneck Euroflex S.A.	108876	Snobfood Investments S.à r.l.	108912
Dream Luxco S.C.A.	108870	Société Civile Immobilière Lebeau	108877
Ecommerce S.A.	108871	Sorephar S.A., SPF	108877
Eden 4 S.à r.l.	108871	Tea Invest S.A.	108872
Edilred S.A.	108873	Teko Group S.A.	108872
Editions Phi	108876	Thunderbird M S.à r.l.	108866
EJT Investment S.à r.l.	108874	Thunderbird N S.à r.l.	108866
Ekho S.à r.l.	108870	Thunderbird O S.à r.l.	108866
Eki Pro Cycling Lux s.à r.l.	108873	Thunderbird P S.à r.l.	108867
Electro Rent S.à.r.l.	108871	Thunderbird Q S.à r.l.	108867
Ellergronn	108871	TMF Luxembourg S.A.	108912
Enviro Services International	108873	VB (Luxembourg) S.à r.l.	108869
Epsilon S.A.	108874	Vodafone International M S.à r.l.	108869
Esimole S.A.	108871	Vodafone Operations Services 1 S.à r.l. .	108868
Euroleague Commercial Assets S.A.	108873	Vodafone Operations Services 2 S.à r.l. .	108868
Eurolex Management S.A.	108875	Wambleeska S.à r.l.	108866
Europa Incoming S.A.	108874	West Putnam RE 2	108866
European Energy Systems S.A.	108874		

Thunderbird M S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 7, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 118.432.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2013104633/10.

(130126876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Thunderbird N S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 7, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 118.433.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2013104634/10.

(130126879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Wambleeska S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 169.925.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2013.

Wambleeska S.à r.l.

Représentée par M. Julien François

Gérant

Référence de publication: 2013104704/13.

(130126227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2013.

West Putnam RE 2, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 139.250.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Nuno Aniceto.

Référence de publication: 2013104707/11.

(130126759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Thunderbird O S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 7, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 118.434.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2013104635/10.

(130126881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Thunderbird P S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 7, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 118.435.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2013104636/10.

(130126890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Thunderbird Q S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 7, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 118.436.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2013104637/10.

(130126892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Compagnie Financière an Muileann S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.
R.C.S. Luxembourg B 163.105.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013104907/9.

(130127352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Dafere Limited, Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 57.553.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DAFERE LIMITED

United International Management S.A.

Référence de publication: 2013104933/11.

(130127193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

**Exopack Holdings Management S.à r.l & Partners S.C.A., Société en Commandite par Actions,
(anc. NIH Lambda Management S.à r.l. & Partners S.C.A.).**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 167.051.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 22 mars 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 22 avril 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013104744/14.

(130126748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Vodafone Operations Services 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 144.677.

Le Bilan au 31 mars 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Référence de publication: 2013104694/10.

(130126247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Vodafone Operations Services 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 144.676.

Le Bilan au 31 mars 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Référence de publication: 2013104693/10.

(130126248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2013.

GM Production, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3474 Dudelange, rue Auguste Liesch.

R.C.S. Luxembourg B 53.163.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 27 juin 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu Madame le Juge-Commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes par liquidation les opérations de liquidation de la société à responsabilité limitée:

- GM PRODUCTION s.à r.l. (B0053163) avec siège social à L-3474 Dudelange, rue Auguste Liesch-Schwarzee Wee, de fait inconnue à cette adresse,

Le même jugement a mis les frais à charge du Trésor.

Pour extrait conforme

Me Marguerite RIES

Le liquidateur

Référence de publication: 2013104739/18.

(130126723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2013.

AIPP Pooling I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 132.135.

Extrait des résolutions de l'actionnaire unique tenue au siège social le 22 mars 2013

L'actionnaire unique (l'«Actionnaire») a décidé de:

- Prendre acte de la démission de Monsieur Andrew Smith, directeur de la classe A effectif en date du 22 mars 2013.

- De ne pas renouveler le mandat de Monsieur Alessandro Bronda, directeur de la classe A effectif en date du 22 mars 2013.

- De nommer Monsieur Charlie Macrae, résidant professionnellement 2b rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, en qualité d'Administrateur de catégorie A, pour une période qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en Juin 2013.

BNP Paribas Securities Services – Succursale de Luxembourg

Référence de publication: 2013104786/16.

(130127953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Almeros S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 58.266.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait de jugement du tribunal de commerce de Luxembourg du 10 janvier 2013*

Il résulte du jugement du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, 6^{ème} Chambre, siégeant en matière commerciale que les opérations de liquidation de la société anonyme ALMEROS S.A. (jugement n°38/13), dont le siège social à L-2449 Luxembourg, 26, Boulevard Royal a été dénoncé en date du 5 août 1998, ont été déclarées closes pour absence d'actif.

Luxembourg, le 23 juillet 2013.

Pour extrait conforme

Me Sarah VAZQUEZ-LOPEZ

Le liquidateur

Référence de publication: 2013104793/16.

(130127884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

VB (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 22.720.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 169.694.

—
EXTRAIT

En date du 23 juillet 2013, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de M. Ivo Hemelraad en tant que gérant A, est acceptée avec effet au 1^{er} juin 2013;
- M. Alan Botfield, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant A de la société avec effet au 1^{er} juin 2013 et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 23 juillet 2013.

Référence de publication: 2013104697/15.

(130126551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Vodafone International M S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 97.921.

—
Le Bilan au 31 mars 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Référence de publication: 2013104690/10.

(130126249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Defa International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 113.405.

—
Le bilan consolidé et les annexes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

LVM

Mandataire

Référence de publication: 2013104936/13.

(130127842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Dream Luxco S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 163.056.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 juillet 2013.

Référence de publication: 2013104928/11.

(130127149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

CSCP Credit Acquisition Holdings Luxco Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 29, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 151.142.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Justyna Bielasik

Gérant

Référence de publication: 2013104918/12.

(130127505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

CG Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 135.234.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013104893/9.

(130127971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Covelux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7378 Bofferdange, 5, rue Noppeney.

R.C.S. Luxembourg B 16.514.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013104913/10.

(130127683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Ekho S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5421 Erpeldange, 7, rue de Mondorf.

R.C.S. Luxembourg B 176.696.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2013104980/12.

(130127226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Ellergronn, Société Coopérative.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 18-20, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 139.592.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

ACA – Atelier Comptable & Administratif S.A.

Signature

Référence de publication: 2013104984/12.

(130127618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Electro Rent S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 17A, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 89.814.

Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Gilles Reinert

Gérant

Référence de publication: 2013104983/11.

(130127604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Eden 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 138.155.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013104964/9.

(130127925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Ecommerce S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 67.481.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Chotin Barbara.

Référence de publication: 2013104976/10.

(130127293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Esimole S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 151, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 79.797.

Nous vous remettons, par la présente, notre démission de notre mandat de Commissaire aux comptes de votre société avec effet immédiat.

Zoug, le 17 juillet 2013.

FIRI TREUIHAND AG

Signature

Référence de publication: 2013104996/12.

(130128062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Tea Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 134.994.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013104654/10.

(130126128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Teko Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 176.295.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Référence de publication: 2013104656/10.

(130126903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Crystal B HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 126.945.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013104872/9.

(130127451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

C3 CIV SCS, Société en Commandite simple.**Capital social: EUR 1.000.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 165.243.

Les comptes annuels, pour la période du 12 décembre 2011 (date de constitution) au 31 décembre 2012, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Référence de publication: 2013104922/11.

(130127972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Ferro Tech S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3898 Foetz, 5, rue du Brill.
R.C.S. Luxembourg B 136.168.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013105015/14.

(130127399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Enviro Services International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3378 Livange, Zone Industrielle et Commerciale.

R.C.S. Luxembourg B 10.747.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013104988/9.

(130127783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Eki Pro Cycling Lux s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4740 Pétange, 5, rue Prince Jean.

R.C.S. Luxembourg B 136.574.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013104981/10.

(130127903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Edilred S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 103.512.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 30 avril 2013.

Monsieur Dominique MOINIL, né le 28/12/1959 à Namur (Belgique), adresse professionnelle au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, est nommé représentant permanent, pour la société FMS SERVICES S.A., en remplacement de Monsieur Vincenzo CAVALLARO.

Pour la société
EDILRED S.A.

Référence de publication: 2013104977/13.

(130127397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Euroleague Commercial Assets S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 114.596.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 24 juillet 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013105000/11.

(130127414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Field Point II, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 114.791.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Nuno Aniceto.

Référence de publication: 2013105009/11.

(130127234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Epsilon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4540 Differdange, 69, rue Dicks-Lentz.

R.C.S. Luxembourg B 143.190.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013104989/9.

(130127240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

EJT Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 169.442.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013104979/10.

(130127961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Euro-Technique Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3428 Dudelange, 96, route de Boudersberg.

R.C.S. Luxembourg B 121.801.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MORBIN Nathalie.

Référence de publication: 2013104998/10.

(130127444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

European Energy Systems S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 10, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 50.048.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013105004/10.

(130127579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Europa Incoming S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 65.839.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 8 juillet 2013 que Monsieur Jérôme DOMANGE, directeur de société, avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont, a été coopté administrateur pour terminer le mandat de Mademoiselle Sandra Bortolus, démissionnaire.

Luxembourg, le 8 juillet 2013.

Pour extrait conforme

Pour le conseil d'administration

Signature

Référence de publication: 2013105002/15.

(130127223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Evergreen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4385 Ehlerange, 6, Z.A.R.E. Est.

R.C.S. Luxembourg B 32.961.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013105006/9.

(130127533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

FaAbv S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 120.977.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Chotin Barbara.

Référence de publication: 2013105007/10.

(130127572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Eurolex Management S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 40.722.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Mombaya Kimbulu

Mandataire

Référence de publication: 2013105001/12.

(130127869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Financial Reporting Systems Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 54.638.

Le bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013105018/14.

(130127661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Fletronic ODM Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 86.376.

Les comptes annuels au 31 mars 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013105023/9.

(130127759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Editions Phi, Société Anonyme.

Siège social: L-4050 Esch-sur-Alzette, 44, rue du Canal.
R.C.S. Luxembourg B 86.723.

Extrait de l'Assemblée générale ordinaire tenue à L-4050 Esch-sur-Alzette, 44 rue du Canal le 30 septembre 2009 à 15 heures

Bureau

La séance est ouverte à 15 heures sous la présidence de Monsieur Alvin Sold.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Marc Spautz.

L'Assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Monsieur Francis Van Maele.

Le bureau ainsi constitué dresse et clôture la liste de présence.

Résolution

5^{ème} résolution:

L'Assemblée générale renomme aux fonctions de Commissaire aux comptes Editpress Luxembourg S.A. ayant son siège social à L-4050 Esch-sur-Alzette, 44, rue du Canal et pour une période d'un an.

Cette résolution est prise à l'unanimité.

Résolution extraite et conforme au Procès-verbal de l'Assemblée générale.

Esch-sur-Alzette, le 19 octobre 2011.

Alvin Sold

Administrateur

Référence de publication: 2013105531/22.

(130128370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Argonne Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 31.637.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue extraordinairement le mardi 25 juin 2013 et d'une résolution du conseil d'administration du même jour, que les modifications suivantes ont été adoptées:

- Nomination d'un nouvel administrateur et administrateur délégué:

* Madame Kalia Koutsou, demeurant 6C Paparigopoulou Str., Maximos Plaza, Tower 3, 4th Floor, Office 3403, 3106 Limassol, Chypre, a été nommée administrateur et administrateur délégué de la société avec effet immédiat et pour une durée de 2 ans.

Tous les mandats susvisés prendront fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013105638/16.

(130128510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2013.

Doneck Euroflex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 4, An de Längten.
R.C.S. Luxembourg B 61.803.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Jahresversammlung abgehalten am Gesellschaftssitz am 31. Mai 2013

Das Mandat der Verwaltungsratsmitglieder wird für ein weiteres Jahr verlängert und endet bei der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2014.

- Herr Arndt Friedrich BREITBACH, Verwaltungsratsmitglied und Vorsitzender, wohnhaft in L-6760 Grevenmacher, 44, rue de Münschecker

- Herrn Rolf GÄNZ wohnhaft in D-54470 Bernkastel-Kues, Im Weiherfeld, 28

- Herrn Edgar Stefan BECKER, Verwaltungsratsmitglied, wohnhaft in D-54295 Trier Schützenstrasse 26

Der Gesellschaft ABA CAB SARL mit Sitz in L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades, wird das Mandat als Wirtschaftsprüfer erteilt. Es endet bei der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2014.

Référence de publication: 2013105807/16.

(130128420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2013.

Dechmann Communication, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 200.000,00.

Siège social: L-2412 Luxembourg, 40, Rangwee.

R.C.S. Luxembourg B 121.217.

—
EXTRAIT

Il résulte de conventions de cession de parts sociales conclues sous seing-privé et acceptées par la Gérance au nom de la Société en date du 8 juillet 2013 que le capital social de la Société, du montant de 200.000.-EUR, divisé en 2.000 parts sociales d'une valeur nominale de 100.-EUR, est réparti de la manière suivante:

La société TRAVEL FIN S.A.

Siège social: 68, Rue de Mühlenweg, L - 2155 Luxembourg

R.C.S.L. B 73 154 330 parts sociales

La société UNLIMITED COMPANY S.A.

Siège social: 7, Cité Schmiedenacht, L - 4993 Sanem

R.C.S.L. B 80 648 1.330 parts sociales

Monsieur Daniel DECHMANN

demeurant à L-4352 Esch-sur-Alzette, 5, rue Victor Wilhelm 340 parts sociales

TOTAL: 2.000 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juillet 2013.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013105786/24.

(130128214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2013.

Société Civile Immobilière Lebeau, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg E 2.655.

Il résulte des résolutions prises par les associés de la société en date du 24 juillet 2013 que suite au décès de Madame Jeanne Englebert, gérant statutaire, les associés décident de nommer Madame Antoinette Englebert-Lesire née le 18 octobre 1949 à Embourg (Belgique) demeurant 12, Allée Dubois, B-4052 Beaufays en tant que nouveau gérant statutaire de la société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Les associés décident également d'approuver la démission de Madame Jeanne Englebert de son poste d'associé suite à son décès avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Référence de publication: 2013105398/15.

(130127591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Sorephar S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 44.399.

—
Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Statutaire en date du 17 mai 2013

Sont nommés pour une nouvelle période statutaire de 6 ans, à savoir jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2019:

Mesdames Sylvie THEISEN, Carla DOS SANTOS, employée privée, née le 02.01.1974 à Montbeliard (F) et Caterina SCOTTI en tant qu'administrateurs, toutes trois avec adresse professionnelle au 2bis, rue Astrid, L-1143 Luxembourg

La société D.S. CORPORATION S.A., ayant son siège social au 2bis, rue Astrid, L-1143 Luxembourg en tant que Commissaire aux Comptes

Pour extrait sincère et conforme

SOREPHAR S.A. SPF

Référence de publication: 2013105403/15.

(130127985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

SABIC Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.
R.C.S. Luxembourg B 86.854.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013104566/10.

(130126086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Allianz Real Estate I SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 165.369.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Auszug aus den Beschlüssen der Aktionäre der Gesellschaft vom 8. Juli 2013

Die außerordentliche Generalversammlung der Gesellschaft hat am 8. Juli 2013 unter anderem folgende Beschlüsse gefasst:

- Zurkenntnisnahme des Jahresabschlusses der Gesellschaft zum 31. Dezember 2012;
- Zurkenntnisnahme des geprüften Abschlussberichts für die Zeit vom 1. Januar 2012 bis zum 26. November 2012;
- Zurkenntnisnahme des Berichts des Wirtschaftsprüfers der Gesellschaft über den Liquidationsabschluss zum 8. Juli 2013;
- Genehmigung des Liquidationsabschlusses sowie Entlastung des Liquidators der Gesellschaft für die Ausführung seines Mandats;
- Abschluss der Liquidation, und
- Hinterlegung der Register und Dokumente der Gesellschaft für einen Zeitraum von mindestens fünf Jahren bei Allianz SE, Königinstraße 28, 80802 München, Deutschland.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für die Gesellschaft

Unterschrift

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2013105563/25.

(130129354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2013.

RSB Investissements S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3333 Hellange, 36, Beetebuergerstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 166.802.

L'an deux mille treize,

Le neuf juillet,

Pardevant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

A comparu:

Monsieur Régis BUTRYN, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-3333 Hellange, 36, Beetebuergerstrooss,

Lequel comparant a déclaré et prié le notaire d'acter ce qui suit:

1. Monsieur Régis BUTRYN, prénommé, est l'associé unique de la société à responsabilité limitée "RSB INVESTISSEMENTS S.à r.l." avec siège social à L-3378 Livange, Zone Industrielle "Le 2000", route de Bettembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 31 janvier 2012, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 763 du 22 mars 2012, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 166.802, au capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00) représentée par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,00) chacune.

2. L'associé unique décide de transférer le siège social statutaire de Livange à Hellange, à l'adresse suivante: L-3333 Hellange, 36, Beetebuergerstrooss. Ce transfert de siège prend effet à compter du 15 juillet 2013.

3. L'associé unique décide de modifier l'article quatre des statuts, lequel aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 4.** Le siège social est établi à Hellange." »

4. Les frais et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par la société.

5. Pour les publications et dépôts à faire, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. Butryn, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 10 juillet 2013. Relation: LAC/2013/32174.

Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme.

Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Référence de publication: 2013106320/35.

(130128376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2013.

Selena Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 177.024.

In the year two thousand thirteen, on the twenty-ninth of July.

Before the undersigned, Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

KKR Selena (Cayman) L.P., a Cayman Islands exempted limited partnership, having its registered office at PO Box 309 Uglund House, Grand Cayman KY1-1104, Cayman Islands and registered with the Cayman Islands Registrar of Exempted Limited Partnerships Cayman under number 71437, acting through its general partner, KKR Associates Infrastructure L.P., acting through its general partner, KKR Infrastructure Limited,

here represented by Ms Sara Lecomte, private employee, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given privately to her in New York City on 26 July 2013.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder (the "KKR Shareholder") of "Selena Luxco S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered address at 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 177.024, incorporated pursuant to a deed of the notary Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, dated 3 May 2013, whose articles of incorporation (the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1519 (page 72902) on 26 June 2013 (the "Company"). The Articles of the Company have not yet been amended since its incorporation.

The appearing party representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolutions taken in accordance with the provisions of article 200-2 of the Luxembourg law on commercial companies of 10 August 1915, as amended, pursuant to which a sole shareholder of a société à responsabilité limitée shall exercise the powers of the general meeting of shareholders of the Company and the decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing:

First resolution

The KKR Shareholder resolves to change the currency of the share capital from Euro to British Pounds at an exchange rate fixed on 25 July 2013 (EUR 1.- for GBP 0.8622), so that the Company's share capital is fixed at ten thousand seven hundred and seventy-seven British Pounds and fifty pence (GBP 10,777.50), and further to the change of currency of the share capital of the Company, to change the nominal value of the existing shares which shall be one penny (GBP 0.01) per share, so that the Company's share capital is represented by one million seventy-seven thousand seven hundred and fifty (1,077,750) shares, having a nominal value of one penny (GBP 0.01) each.

Second resolution

The KKR Shareholder resolves to increase the issued share capital of the Company by an amount of five thousand five hundred and seventy-six British Pounds and eighty-two pence (GBP 5,576.82), so as to bring it from its current amount of ten thousand seven hundred and seventy-seven British Pounds and fifty pence (GBP 10,777.50) to sixteen thousand

three hundred and fifty-four British Pounds and thirty-two pence (GBP 16,354.32), by creating and issuing five hundred and fifty-seven thousand six hundred and eighty-two (557,682) new shares with a nominal value of one penny (GBP 0.01) each (the "CS New Shares"), each of such CS New Shares having such rights and obligations as set forth in the Articles.

The CS New Shares are subscribed and fully paid up by CFG SPV Co-Investment SPV L.P., an exempted limited partnership incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at PO Box 309 Uglund House, Grand Cayman KY1-1104, Cayman Islands and registered with the Cayman Islands Registrar of Exempted Limited Partnerships Cayman under number 71446, acting through its general partner Credit Suisse (Cayman) Management Limited (the "New Shareholder" and together with the KKR Shareholder, the "Shareholders"), by virtue of a proxy given in New York City on 26 July 2013, under private seal, which, signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such CS New Shares are paid up by a contribution in cash of an amount of five thousand five hundred and seventy-six British Pounds and eighty-two pence (GBP 5,576.82), which is entirely allocated to the share capital of the Company.

The proof of the existence and of the value of the contribution has been produced to the undersigned notary.

Third resolution

The Shareholders resolve to increase the issued share capital of the Company by an amount of one hundred and thirty-two thousand five hundred and one British Pounds and eighty pence (GBP 132,501.80) so as to bring it from its current amount of sixteen thousand three hundred and fifty-four British Pounds and thirty-two pence (GBP 16,354.32) to one hundred and forty-eight thousand eight hundred and fifty-six British Pounds and twelve pence (GBP 148,856.12), by creating and issuing thirteen million two hundred and fifty thousand one hundred and eighty (13,250,180) new shares (the "Further New Shares"), subdivided as follows:

- One million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class "A1" shares having a nominal value of one penny (GBP 0.01.-) each (the "Class A1 Shares");
- One million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class "A2" shares having a nominal value of one penny (GBP 0.01.-) each (the "Class A2 Shares");
- One million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class "A3" shares having a nominal value of one penny (GBP 0.01.-) each (the "Class A3 Shares");
- One million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class "A4" shares having a nominal value of one penny (GBP 0.01.-) each (the "Class A4 Shares");
- One million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class "A5" shares having a nominal value of one penny (GBP 0.01.-) each (the "Class A5 Shares");
- One million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class "A6" shares having a nominal value of one penny (GBP 0.01.-) each (the "Class A6 Shares");
- One million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class "A7" shares having a nominal value of one penny (GBP 0.01.-) each (the "Class A7 Shares");
- One million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class "A8" shares having a nominal value of one penny (GBP 0.01.-) each (the "Class A8 Shares");
- One million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class "A9" shares having a nominal value of one penny (GBP 0.01.-) each (the "Class A9 Shares");
- One million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class "A10" shares having a nominal value of one penny (GBP 0.01.-) each (the "Class A10 Shares" and altogether referred to as the "Class A Shares");
- Six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class "B1" shares having a nominal value of one penny (GBP 0.01.-) each (the "Class B1 Shares");
- Six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class "B2" shares having a nominal value of one penny (GBP 0.01.-) each (the "Class B2 Shares");
- Six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class "B3" shares having a nominal value of one penny (GBP 0.01.-) each (the "Class B3 Shares");
- Six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class "B4" shares having a nominal value of one penny (GBP 0.01.-) each (the "Class B4 Shares");
- Six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class "B5" shares having a nominal value of one penny (GBP 0.01.-) each (the "Class B5 Shares");
- Six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class "B6" shares having a nominal value of one penny (GBP 0.01.-) each (the "Class B6 Shares");
- Six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class "B7" shares having a nominal value of one penny (GBP 0.01.-) each (the "Class B7 Shares");
- Six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class "B8" shares having a nominal value of one penny (GBP 0.01.-) each (the "Class B8 Shares");

- Six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class "B9" shares having a nominal value of one penny (GBP 0.01.-) each (the "Class B9 Shares"); and
 - Six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class "B10" shares having a nominal value of one penny (GBP 0.01.-) each (the "Class B10 Shares" and altogether referred to as the "Class B Shares"),
- with such rights and obligations as set forth in the Articles as amended by the Seventh Resolution.

Subscription and Payment

The Class A Shares are all subscribed by the KKR Shareholder, prenamed, and are paid up by a contribution in cash for a total amount of thirteen million one hundred and eighty-two thousand British Pounds (GBP 13,182,000.-), which is allocated as follows: one hundred and thirty-one thousand eight hundred and twenty British Pounds (GBP 131,820.-) are allocated to the share capital of the Company and thirteen million fifty thousand one hundred and eighty British Pounds (GBP 13,050,180.-) are allocated to the share premium account of the Company, which shall remain attached to the Class A Shares (irrespective of the numerical class of the Class A Shares).

The Class B Shares are all subscribed by the New Shareholder, prenamed, and are entirely paid up by a contribution in cash of an amount of six million eight hundred and eighteen thousand British Pounds (GBP 6,818,000.-), which is allocated as follows: six hundred and eighty-one British Pounds and eighty pence (GBP 681.80) are allocated to the share capital of the Company and six million eight hundred and seventeen thousand three hundred and eighteen British Pounds and twenty pence (GBP 6,817,318.20) are allocated to the share premium account of the Company, which shall remain attached to the Class B Shares (irrespective of the numerical class of the Class B Shares).

Therefore, the global contribution of twenty million British Pounds (GBP 20,000,000.-) for the Further New Shares will be allocated as follows: (i) one hundred and thirty-two thousand five hundred and one British Pounds and eighty pence (GBP 132,501.80) are allocated to the share capital of the Company and (ii) nineteen million eight hundred and sixty-seven thousand four hundred and ninety-eight British Pounds and twenty pence (GBP 19,867,498.20) are allocated to the share premium account of the Company, which shall remain attached to the Class A Shares and the Class B Shares as specified above.

The proof of the existence of such contribution has been produced to the undersigned notary.

Fourth resolution

The Shareholders resolve to create a new class of shares, namely the class "C" shares (the "Class C Shares"), having a nominal value of one penny (GBP 0.01) each, in the share capital of the Company and the Shareholders resolve to redesignate the one million six hundred and thirty-five thousand four hundred and thirty-two (1,635,432) shares in existence immediately before the passing of the third resolution (i.e. excluding the Class A Shares and the Class B Shares) into one million six hundred and thirty-five thousand four hundred and thirty-two (1,635,432) Class C Shares.

Fifth resolution

As a consequence of the above resolutions, the Shareholders resolve to amend article 5 of the Articles of the Company in order to reflect the above decisions, which shall henceforth read as follows:

"The issued share capital of the Company is set at one hundred and forty-eight thousand eight hundred and fifty-six British Pounds and twelve pence (GBP 148,856.12) divided as follows: one million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class A1 shares, one million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class A2 shares, one million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class A3 shares, one million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class A4 shares, one million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class A5 shares, one million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class A6 shares, one million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class A7 shares, one million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class A8 shares, one million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class A9 shares, one million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class A10 shares, six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class B1 shares, six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class B2 shares, six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class B3 shares, six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class B4 shares, six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class B5 shares, six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class B6 shares, six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class B7 shares, six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class B8 shares, six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class B9 shares, six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class B10 shares and one million six hundred and thirty-five thousand four hundred and thirty-two (1,635,432) class C shares, with a nominal value of one penny (GBP 0.01) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association."

Any available share premium shall be distributable."

Sixth resolution

The Shareholders resolve to reduce the Company's share capital by an amount of sixteen thousand three hundred and fifty-four British Pounds and thirty-two pence (GBP 16,354.32) so as to decrease it from its current amount of one hundred and forty-eight thousand eight hundred and fifty-six British Pounds and twelve pence (GBP 148,856.12) to one

hundred and thirty-two thousand five hundred and one British Pounds and eighty pence (GBP 132,501.80) by the cancellation of all the one million six hundred and thirty-five thousand four hundred and thirty-two (1,635,432) Class C Shares of the Company, having a nominal value of one penny (GBP 0.01) each.

The nominal value of the cancelled Class C Shares is to be reimbursed to the respective holders of such Class C Shares.

Seventh resolution

The Shareholders resolve to fully restate the Articles of the Company in order to reflect certain provisions of a shareholders' agreement, to include specific provisions regarding the repurchase of shares in the Company and the rights attached to specific classes of shares, which shall henceforth read as follows:

1. Corporate Form and Name. This document constitutes the articles of association (the "Articles") of Selena Luxco S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by the Board of Managers (as defined in article 9.1); or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles - including article 14.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Board of Managers.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.3 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Board of Managers thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.4 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Board of Managers thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.5 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.6 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any body corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property or assets (present and future) or by other means; for the purposes of this article 3.6 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

3.7 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.8 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Board of Managers thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Board of Managers incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The issued share capital of the Company is set at one hundred and thirty-two thousand five hundred and one British Pounds and eighty pence (GBP 132,501.80) represented by:

5.1.1 One million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class A1 shares (the "Class A1 Shares");

5.1.2 One million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class A2 shares (the "Class A2 Shares");

5.1.3 One million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class A3 shares (the "Class A3 Shares");

5.1.4 One million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class A4 shares (the "Class A4 Shares");

5.1.5 One million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class A5 shares (the "Class A5 Shares");

5.1.6 One million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class A6 shares (the "Class A6 Shares");

5.1.7 One million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class A7 shares (the "Class A7 Shares");

5.1.8 One million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class A8 shares (the "Class A8 Shares");

5.1.9 One million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class A9 shares (the "Class A9 Shares");

5.1.10 One million three hundred and eighteen thousand two hundred (1,318,200) class A10 shares (the "Class A10 Shares");

5.1.11 Six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class B1 shares (the "Class B1 Shares");

5.1.12 Six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class B2 shares (the "Class B2 Shares");

5.1.13 Six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class B3 shares (the "Class B3 Shares");

5.1.14 Six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class B4 shares (the "Class B4 Shares");

5.1.15 Six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class B5 shares (the "Class B5 Shares");

5.1.16 Six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class B6 shares (the "Class B6 Shares");

5.1.17 Six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class B7 shares (the "Class B7 Shares");

5.1.18 Six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class B8 shares (the "Class B8 Shares");

5.1.19 Six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class B9 shares (the "Class B9 Shares"); and

5.1.20 Six thousand eight hundred and eighteen (6,818) class B10 shares (the "Class B10 Shares")

each a "Share" and together referred to as the "Shares", having a nominal value of one penny (GBP 0.01) each and the rights and obligations set out in these Articles. The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholders" and individually a "Shareholder".

5.2 The shares are in registered form only.

5.3 The Company may establish share premium accounts corresponding to a specific class of Shares (the "Share Premium Accounts") into which any premium paid on a given class of Shares is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Accounts are to be taken by the Shareholders subject to the 1915 Law, these Articles and any

Shareholders' Agreement, it being understood that any share premium paid into such Share Premium Account in respect of an Alphabetical Series of Shares shall not be reimbursed to any Shareholder other than the holders of that Alphabetical Series of Shares, irrespective of their Numerical Class.

5.4 The Company may, subject to any Shareholders' Agreement and without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholders subject to the 1915 Law, these Articles and any Shareholders' Agreement. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.5 All Shares have equal rights subject as otherwise provided in these Articles or any Shareholders' Agreement.

5.6 The Company may increase the share capital, repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the 1915 Law or any Shareholders' Agreement.

5.7 Subject to article 5.8, the share capital of the Company may be reduced exclusively through the repurchase and subsequent cancellation of all the issued shares of one or more Numerical Classes (a "Share Redemption") in respect of the following periods:

5.7.1 The period for the Class 1 Shares is the period starting on 29 July 2013 and ending no later than on 31 December 2013 (the "Class 1 Period").

5.7.2 The period for the Class 2 Shares is the period starting on the day after the Class 1 Period and ending on no later than 31 December 2014 (the "Class 2 Period").

5.7.3 The period for the Class 3 Shares is the period starting on the day after the Class 2 Period and ending no later than on 31 December 2015 (the "Class 3 Period").

5.7.4 The period for the Class 4 Shares is the period starting on the day after the Class 3 Period and ending no later than on 31 December 2016 (the "Class 4 Period").

5.7.5 The period for the Class 5 Shares is the period starting on the day after the Class 4 Period and ending on no later than 31 December 2017 (the "Class 5 Period").

5.7.6 The period for the Class 6 Shares is the period starting on the day after the Class 5 Period and ending on no later than 31 December 2018 (the "Class 6 Period").

5.7.7 The period for the Class 7 Shares is the period starting on the day after the Class 6 Period and ending on no later than 31 December 2019 (the "Class 7 Period").

5.7.8 The period for the Class 8 Shares is the period starting on the day after the Class 7 Period and ending no later than on 31 December 2020 (the "Class 8 Period").

5.7.9 The period for the Class 9 Shares is the period starting on the day after the Class 8 Period and ending no later than on 31 December 2021 (the "Class 9 Period").

5.7.10 The period for the Class 10 Shares is the period starting on the day after the Class 9 Period and ending no later than on 31 December 2022 (the "Class 10 Period").

5.8 Where a Numerical Class has not been repurchased and cancelled within the relevant Class Period, the redemption and cancellation of that Numerical Class may be made within a new period (the "New Period"). A New Period shall, in respect of the New Period for the relevant Numerical Class of Shares with the lowest number, commence on the day after the expiry of the Class 10 Period and, in respect of all other Numerical Classes of Shares, commence on the day after the expiry of the immediately preceding New Period. Each New Period shall be for a period of one calendar year (subject as provided in article 5.9). By way of example, if the Class 1 Shares are not repurchased in their Class 1 Period, the Class 2 Shares are repurchased in their Class 2 Period and the Class 3 Shares are not repurchased in their Class 3 Period, then the New Period for the Class 1 Shares will commence on 1 January 2023 and the New Period for the Class 3 Shares will commence on 1 January 2024.

5.9 For the avoidance of doubt, in the event that a repurchase and cancellation of a Numerical Class shall take place prior to the last day of its respective Class Period (or as the case may be, New Period), the following Class Period (or as the case may be, New Period) shall start on the day after the repurchase and cancellation of such Numerical Class and shall continue to end on the day initially defined in the articles above. By way of example, if the Class 2 Shares are repurchased on 15 August 2015, the Class 3 Period will commence on 16 August 2015 and terminate not later than 31 December 2016.

5.10 Upon a Share Redemption becoming effective, the holders of the Shares which are repurchased by the Company as part of the Share Redemption (the "Redeemed Shares") will be paid the Total Redemption Amount allocated among the holders of each Redeemed Share in line with the principles set out in article 16.1.

6. Indivisibility of Shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Transfer of shares and Securities.

7.1 The transfer of Shares is subject to the provisions of these Articles, articles 189 and 190 of the 1915 Law and the provisions of any Shareholders' Agreement.

7.2 General Transfer Restrictions

7.2.1 No Shareholder shall Transfer any Securities in the Company during the Lock-Up Period except (i) pursuant to a Permitted Transfer or (ii) pursuant to a Transfer of all or substantially all of the assets of the group companies and undertakings to which a Shareholder belongs or (iii) pursuant to articles 7.2.2 and 7.4 of the present Articles and article VI of any Shareholders' Agreement. Any purported Transfer of Securities in the Company in violation of these Articles or any Shareholders' Agreement shall be null and void, and the Company shall not in any way give effect to any such impermissible Transfer.

7.2.2 The A Shareholders may, until the date that is twelve months from the date of Completion, syndicate Securities in the Company to limited partners of its Affiliates that are investment funds, to other institutional investors and/or to one or more non-traditional investors, provided that KKR continues to Control the Company and to hold at least a majority of the Shares subsequently to any such Transfers permitted pursuant to this article 7.2.2. and provided that the A Shareholders do not syndicate any Securities or enter into any arrangement or agreement to syndicate Securities which would result or would be likely to result in a referral to the Competition Commission by the United Kingdom's Office of Fair Trading to section 32 of the Water Industry Act 1991.

7.3 Tag-Along Rights

7.3.1 Other than pursuant to (i) a Permitted Transfer, (ii) article 7.2.2 of these Articles, (iii) article 7.4 of these Articles or (iv) article 6.1 of any Shareholders' Agreement, if a Shareholder (the "Selling Shareholder") proposes to Transfer Securities (a "Proposed Sale") to any Person, then each other Shareholder shall be entitled to participate in such Proposed Sale pro rata to the number of Securities held by each Shareholder in the Company (on an as converted basis) (the "Tag-Along Percentage") under the same terms and conditions and the Selling Shareholder shall furnish to the Company and each other Shareholder a written notice of such Proposed Sale (the "Tag-Along Notice").

7.3.2 The Tag-Along Notice will include:

(1) (A) the number of Securities proposed to be so Transferred, (B) the proposed amount and form of consideration to be received by the Selling Shareholder per Security or the formula by which such consideration is to be determined (and if such consideration consists in part or in whole of assets other than cash, a good faith estimate of the fair market value of such non-cash consideration and relevant information relating to such non-cash consideration); (C) the identity of the proposed Transferee or Transferees (the "Proposed Transferee"); (D) the proposed Transfer date, if known and (E) to the extent known, any other material terms of the Proposed Sale (including, without limitation, in respect of any restrictive covenants, representation and warranties to be given by the Selling Shareholder); and

(2) an invitation to each other Shareholder to make an offer (any such Shareholder who elects to make such an offer being a "Tagging Shareholder" and, together with the Selling Shareholder, the "Tag-Along Sellers") to include in the Proposed Sale the number of Securities held by such Tagging Shareholder, determined as set out in article 7.3.3 below.

7.3.3 Each Tagging Shareholder wishing to exercise the tag-along rights provided by this article 7.3 must, within twenty Business Days following delivery of the Tag-Along Notice, deliver a notice (the "Tag-Along Offer") to the Selling Shareholder and the Company indicating its desire to exercise its rights and specifying the number of Securities it desires to Transfer. Each Tagging Shareholder shall be entitled to specify in its Tag-Along Offer the number of Securities which such Tagging Shareholder wishes to sell up to a number equal to (i) the total number of Securities proposed to be so Transferred by the Selling Shareholder multiplied by (ii) the Tag-Along Percentage. To the extent the aggregate number of Securities (on an as converted basis) proposed to be Transferred pursuant to all Tag-Along Offers is less than the total number of Securities the Proposed Transferee is willing to purchase, then each Tag-Along Seller shall be entitled to Transfer a portion of such excess Securities pro rata to its Tag-Along Percentage relative to the other Tag-Along Sellers or in such other proportions as the Shareholders may agree ("Tag Excess Amount"). To the extent the aggregate number of Securities (on an as converted basis) proposed to be Transferred pursuant to all Tag-Along Offers is greater than the total number of Securities the Proposed Transferee is willing to purchase, then the number of Securities to be Transferred by each Tag-Along Seller shall be reduced pro rata to its Tag-Along Percentage relative to the other Tag-Along Sellers.

7.3.4 Each Tagging Shareholder who does not make a Tag-Along Offer in compliance with the above requirements, including the time period, shall be deemed to have waived all of such Tagging Shareholder's rights with respect to such Proposed Sale, and the Tag-Along Sellers shall thereafter be free to Transfer the Securities in respect of which no Tag-Along Offer has been made pursuant to and in compliance with this article 7.3 to the Proposed Transferee, for the same form of consideration, at a price no greater than the price set forth in the Tag-Along Notice and on other terms and conditions which are not materially more favorable to the Tag-Along Sellers than those set forth in the Tag-Along Notice. In order to be entitled to exercise its right to sell Securities to the Proposed Transferee pursuant to this article 7.3, and in particular article 7.3.3, each Tagging Shareholder must agree to make to the Proposed Transferee equivalent representations and warranties with regards to such Tagging Shareholders' Securities as the Selling Shareholder agrees to make in connection with the Proposed Sale (subject to equivalent limitations on liability) and to be subject to the equivalent undertakings, covenants, indemnities or lock-up agreements affecting a pro rata portion of their Securities and/or other securities and other orderly-exit covenants as the Selling Shareholder agrees to be subject to; provided that any such

representations, warranties and covenants shall be made severally and not jointly and are negotiated by the Selling Shareholder on a bona fide arm's length basis. Each Tag-Along Seller will be responsible for its proportionate share of the professional adviser fees and travel and other out-of-pocket expenses properly incurred for the benefit of all Tag-Along Sellers in connection with the Proposed Sale based on the gross proceeds received or to be received in such Proposed Sale to the extent not paid or reimbursed by the Proposed Transferee.

7.3.5 The offer of each Tagging Shareholder contained in such Tagging Shareholder's Tag-Along Offer shall be unconditional and irrevocable for ten Business Days and, to the extent such offer is accepted, such Tagging Shareholder shall be bound and obligated to Transfer in the Proposed Sale on the same terms and conditions with respect to each Security Transferred, as the Selling Shareholder, up to such number of Securities as such Tagging Shareholder shall have specified in its Tag-Along Offer together with such Tagging Shareholder's Tag Excess Amount, as may be reduced in accordance with article 7.3.3; provided that the price payable in relation to each Security will be on an as converted basis; and provided further that if the material terms of the Proposed Sale change with the result that the price per Security on an as converted basis shall be less than the prices set forth in the Tag-Along Notice, the form of consideration shall be different or the other terms and conditions (including representations or warranties) shall be materially less favorable to the Tag-Along Sellers than those set forth in the Tag-Along Notice, each Tagging Shareholder shall be permitted to withdraw the offer contained in its Tag-Along Offer by written notice to the Selling Shareholder and upon such withdrawal shall be released from its obligations with respect to such Tag-Along Offer.

7.3.6 If any Tagging Shareholder exercises its rights under this article 7.3, the closing of the purchase of the Securities with respect to which such rights have been exercised will take place concurrently with the closing of the sale of the Selling Shareholder's Securities to the Proposed Transferee.

7.3.7 If prior to the closing of the Proposed Sale, the terms of the Proposed Sale shall change with the result that the price to be paid on an as converted basis in such Proposed Sale shall be greater than the price per Security set forth in the Tag-Along Notice or the other principal terms of such Proposed Sale shall be materially more favorable to the Tag-Along Sellers than those set forth in the Tag-Along Notice, the Tag-Along Notice shall be null and void, and it shall be necessary for a separate Tag-Along Notice to be furnished to all Shareholders, and the terms and provisions of this article 7.3 separately complied with, in order to consummate such Proposed Sale pursuant to this article 7.3. In addition, if the Tag-Along Sellers have not completed the Proposed Sale by the end of the 180th day (as such period may be extended to obtain any required regulatory approvals) after the date of delivery of the Tag-Along Notice, each Tagging Shareholder shall be released from its obligations under such the Tag-Along Offer, the Tag-Along Notice shall be null and void, and it shall be necessary for a separate Tag-Along Notice to be furnished, and the terms and provisions of this article 7.3 separately complied with, in order to consummate such Proposed Sale pursuant to this article 7.3, unless the failure to complete such Proposed Sale was due to the failure by any Tagging Shareholder to comply with the terms of this article 7.3.

7.4 Drag Along Rights

7.4.1 Notwithstanding anything contained in this article 7 to the contrary, if the A Shareholder accepts an offer for a Sale Transaction (which may, for the avoidance of doubt, only occur following the application of article 7.5), then the A Shareholder will be entitled to request the other Shareholders to Transfer their Securities to the Transferee under the same terms and conditions as the A Shareholder and to deliver a written notice (the "Required Sale Notice") with respect to such Sale Transaction as soon as practicable prior to the anticipated closing date of such Sale Transaction to the Company and to all other Shareholders.

7.4.2 The Required Sale Notice will include (i) the name and address of the proposed Transferee, (ii) the proposed aggregate consideration to be paid by the proposed Transferee net of any related transaction expenses (and if such consideration consists in part or in whole of non-cash consideration, the A Shareholder will provide information, to the extent reasonably available to the A Shareholder, relating to such non-cash consideration), (iii) if known, the proposed Transfer date, (iv) the number of Securities to be Transferred by each Shareholder, and (v) to the extent known, any other material terms of the Sale Transaction (including, without limitation, in respect of any restrictive covenants, representation and warranties to be given by the A Shareholder).

7.4.3 Each such other Shareholder (a "Dragged Shareholder"), upon receipt of a Required Sale Notice, shall be obligated to sell all but not less than all of its Securities on the terms and conditions set forth in the Required Sale Notice. Each Dragged Shareholder shall be further obligated (i) to participate in the Sale Transaction contemplated by the Required Sale Notice, (ii) to vote its Securities in favor of the Sale Transaction at any meeting of shareholders called to vote on or approve the Sale Transaction and/or to grant a proxy to the A Shareholder to vote such Dragged Shareholder's Securities in favor of the Sale Transaction and/or to consent in writing to the Sale Transaction, (iii) to waive all dissenters' or appraisal rights in connection with the Sale Transaction, (iv) to enter into agreements relating to the Sale Transaction and to agree (as to itself) to make to the proposed Transferee equivalent representations and warranties with regards to such Dragged Shareholder's Securities as the A Shareholder agrees to make in connection with the A Shareholder and its Securities as part of the Sale Transaction (subject to equivalent limitations on liability) and to be subject to the equivalent undertakings, covenants, indemnities and lock-up agreements (subject to equivalent limitations on liability) as the A Shareholder agrees to be subject to (provided that any such representations, warranties, undertakings, covenants, indemnities and agreements shall be made severally and not jointly and provided they are negotiated by the A Shareholder on a bona fide arm's-length basis), and (v) if reasonably requested to facilitate the completion of the Sale Transaction, to grant powers of attorney

to the A Shareholder or its designee to sign completion documents and/or to sign or deliver such other documents as the A Shareholder is signing if reasonable and appropriate in the context of such Sale Transaction. If at the end of the 180th day after the date of delivery of the Required Sale Notice (as such period may be extended to obtain any required regulatory approvals), the A Shareholder has not completed the proposed transaction, the Required Sale Notice shall be null and void, each such Dragged Shareholder shall be released from such Dragged Shareholder's obligations under the Required Sale Notice and it shall be necessary for a separate Required Sale Notice to be furnished and the terms and provisions of this article 7.4 separately complied with in order to consummate any Sale Transaction.

7.4.4 Any professional adviser fees and travel or other out-of-pocket expenses properly incurred for the benefit of all Shareholders in connection with such Sale Transaction, shall be paid by the Shareholders pro rata from the gross proceeds to be received by such Shareholder to the extent not paid or reimbursed by a member of the Group or the Transferee.

7.5 ROFO. If a Shareholder intends to sell any or all of its Securities to a third party (the "Seller") other than pursuant to a Permitted Transfer or pursuant to article 7.2.2 or any provisions of section 6.1 of any Shareholders' Agreement, the Seller shall furnish a bona fide written notice (the "ROFO Notice") to the other Shareholders (the "Non-Sellers") of the number and class of Securities it intends to sell and offer to the Non-Sellers the right to make an irrevocable and unconditional offer to purchase all of such Securities as specified in the ROFO Notice. Within 45 days following the date of delivery of the ROFO Notice, the Non-Sellers may make an unconditional and irrevocable offer to purchase such Securities by furnishing written notice to the Seller of the price in cash offered for such Securities (the "ROFO Offer"). Within 45 days after receipt of the ROFO Offer(s), the Seller may accept such offer (and in the case of more than one offer, may accept the highest ROFO Offer) to purchase any such Securities at the cash price set forth in the ROFO Offer (the "ROFO Price") by furnishing written notice to the Non-Seller(s). If the Seller accepts the ROFO Offer, the Transfer of Securities shall complete on the fifteenth Business Day after such notice or such longer period as reasonably required to obtain any necessary regulatory approval. The Shareholders shall take all such actions necessary or appropriate to consummate the Transfer of such Securities, including delivery of good title, free of any liens, claims, charges and encumbrances and accompanied by customary representations as to title and authority. If the Seller does not accept the ROFO Offer(s), the Seller may seek other offers for such Securities from a bona fide third party that is not its Affiliate at a price that is greater than the ROFO Price, provided that if the Seller has not reached a binding agreement to sell such Securities at a price which is greater than the ROFO Price within 150 days following receipt of the ROFO Offer, the Seller may not sell such Securities without first providing the Non-Sellers with a new ROFO Notice. If the Non-Sellers do not make a new ROFO Offer within 45 days following the date of delivery of the new ROFO Notice (or waive their rights thereunder), the Seller may sell its Securities any time within the 150 day period following the date of the new ROFO Notice to a bona fide third party that is not its Affiliate at any price. The provisions of this article 7.5 shall be followed should such a sale not be consummated within that 150 day period.

7.6 Other Transfer Restrictions.

7.6.1 In addition to any other restrictions on Transfers herein contained, without the approval of the Board of Managers, no Shareholder may Transfer any Securities in the Company:

- (1) to any Person who lacks the legal right, power or capacity to own such Securities;
- (2) if such Transfer requires the registration or other qualification of such Securities pursuant to any applicable securities laws;
- (3) if such Transfer will have a material adverse tax consequence for the Company or any of the Shareholders;
- (4) for so long as the Company is a partnership for U.S. federal income tax purposes, if such Transfer is effectuated through an "established securities market" or a "secondary market (or the substantial equivalent thereof)" within the meaning of section 7704 of the IRC or such Transfer would otherwise result in the Company being treated as a "publicly traded partnership", as such term is defined in sections 469(k)(2) or 7704(b) of the IRC and the regulations promulgated thereunder (unless (i) such Transfer is disregarded in determining whether interests in the Company are readily tradable on a secondary market or the substantial equivalent thereof under section 1.7704-1 of the U.S. Treasury Regulations (other than section 1.7704-1(e)(1)(x) thereof) or (ii) the Shareholders determine that the Company will satisfy the requirements of section 1.7704-1(h) of the U.S. Treasury Regulations at all times during the taxable year of such Transfer); or
- (5) if in the reasonable determination of the Board of Managers, such Transfer would require the prior consent of any regulatory agency and such prior consent has not been obtained.

7.6.2 Unless otherwise approved by the Board of Managers, no Transfer of Securities in the Company may be made or recorded in the books and records of the Company unless the Transferee shall deliver to the Company notice of such Transfer, including a fully executed copy of all documentation and agreements relating to the Transfer and any agreements or other documents required by any Shareholders' Agreement.

7.6.3 Notwithstanding anything to the contrary herein, a Shareholder may only Transfer Shares to any person (other than to the Company) if, at the same time, such Shareholder also makes a proportionate Transfer of Securities in the Company other than Shares, for the avoidance of doubt, including the PECs (and vice versa), if any, held by such Shareholder. Any provision in these Articles referring to or permitting or requiring a Transfer of Shares shall be deemed to include a reference to (or permit or require, as the case may be) a Transfer of the proportionate amount of the Securities in the Company other than Shares (and vice versa), if any.

7.7 Sale Process. Subject to the other provisions of this article 7 and the provisions of any Shareholders' Agreement, each Shareholder shall, in its sole discretion, decide whether or not to pursue, consummate, postpone or abandon any proposed Transfer pursuant to clauses 7.3, 7.4 and 7.5, as applicable, and the terms and conditions thereof. Neither any Shareholder nor any Affiliate of any such Shareholder shall have any liability to any other party to any Shareholders' Agreement arising from, relating to or in connection with the pursuit, consummation, postponement, abandonment or terms and conditions of any such proposed Transfer, except to the extent such Shareholder shall have failed to comply with the provisions of this article 7 or the provisions of any Shareholders' Agreement.

8. Conversion of Shares.

8.1 Each Class B Share will be convertible into one hundred (100) corresponding Class A Shares (subject to adjustment for combinations, consolidations, recapitalizations and shares splits). Notwithstanding anything to the contrary in article 8.2, in these Articles, the term "on an as converted basis" shall mean, for the Class B Shares, on an as converted basis in Class A Shares.

8.2 The Class B Shares will only be converted into Class A Shares in connection with (i) the voluntary or involuntary liquidation, bankruptcy, dissolution, reconstitution, wind-up or (ii) a merger, consolidation, reorganization or similar transaction involving the Company in which the Securities outstanding immediately prior to such transaction do not continue to represent, or are not converted into or exchanged for equity securities that represent, immediately following such transaction, a majority, by voting power, of the equity securities of (1) the surviving or resulting entity or (2) if the surviving or resulting entity is a wholly-owned subsidiary of another entity immediately following such transaction, the parent entity of such surviving or resulting entity.

9. Management.

9.1 The Company will be managed by a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers"), (each manager being a "Manager"). The A Shareholder will at all time be entitled to nominate four (4) Managers for appointment.

9.2 For so long as the initial B Shareholder either (i) continues to own the majority of the Securities owned by the initial B Shareholder on Completion or (ii) retains the same Fully Converted Percentage as it does on Completion, the initial B Shareholder shall be entitled to nominate one (1) Manager.

9.3 The Managers shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

9.4 A Manager may be removed with or without cause from time to time and at any time by the Shareholders' Meeting (as defined below) upon request (except in relation to any Manager appointed under article 9.2) by the A Shareholders or (in relation to any Manager appointed under article 9.2) by the B Shareholders.

10. Powers of the managers.

10.1 The Board of Managers may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, subject to the provisions of any Shareholders' Agreement and article 10.3 and with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

10.2 All powers not expressly reserved by Luxembourg Law or the present Articles to the Shareholders' Meeting fall within the competence of the Board of Managers subject to the provisions of any Shareholders' Agreement.

10.3 None of the actions listed below may be taken by or on behalf of the Company or any other member of the Group unless and until the B Shareholder(s) has consented in writing to such action prior to the taking of such action:

10.3.1 any amendment of the Organizational Documents of the Company, Hydiades II Limited, Hydiades III Limited or any of their material Subsidiaries if such amendment has an disproportionate material adverse effect on the B Shareholder(s) or on the Company;

10.3.2 any material change in the nature or scope of the business of the Group taken as a whole, including (i) the introduction or discontinuance of any material field of activity, (ii) any acquisition or disposal of assets (save in respect of the disposal or Transfer of any non-regulated business or asset of the Group) and (iii) additional material investments, in each case, in excess of twenty five million British Pounds (GBP 25,000,000) that is not contemplated by the Business Plan or (iv) any sale of all or substantially all of the assets of the Company, Hydiades II Limited and/or Hydiades III Limited;

10.3.3 any Affiliate transaction between the Company, an Intermediate Investment Vehicle, Hydiades II Limited or Hydiades III Limited and any of their Subsidiaries, on the one hand, and KKR or any Affiliate of KKR, on the other, except for transactions entered into on an arm's length basis and approved by the relevant Group Company board; and in such cases, the B Shareholder(s) shall receive one annual notification of any such Affiliate transactions;

10.3.4 the voluntary liquidation, dissolution, reconstitution, winding-up or bankruptcy of the Company or Hydiades II Limited or Hydiades III Limited (other than a liquidation and dissolution following a sale of all or substantially all of the assets of Hydiades II Limited's and Hydiades III Limited's assets);

10.3.5 any redemption of Securities in Company except in accordance with the provisions of any Shareholders' Agreement; and

10.3.6 the making of any commitment or announcement with respect to any of the foregoing provisions.

11. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law, any Shareholders' Agreement and these Articles, the following are authorised to represent and/or bind the Company:

- (1) any one Manager;
- (2) any person to whom such power has been delegated in accordance with article 12.

12. Agent of the managers. The Board of Managers may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

13. Board meetings.

13.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager on reasonable notice. The Board of Managers shall appoint a chairman.

13.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

13.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under article 13.5.

13.4 At all duly called meetings of the Board of Managers, a majority of the total number of Managers shall constitute a quorum for the transaction of business, and, the vote of a majority of the total number of Managers present or represented shall be the act of the Board of Managers. Each Manager will be entitled to one vote. If a quorum will not be present at any Board Meeting, the Managers present will adjourn the Board Meeting. With respect to any matter brought before the Board of Managers for approval, if the Board of Managers shall have reached a dead-lock (i.e., equal votes for and against such matter), the matter shall be deemed not to have been approved by the Board of Managers.

13.5 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

13.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

13.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

14. Shareholders' resolutions.

14.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

14.2 Subject as provided in articles 14.3, 14.4 and 14.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

14.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

14.4 Subject as provided in article 14.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

14.5 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with Luxembourg Law.

14.6 A meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

14.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

14.8 If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the

precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and each Shareholder votes in writing in favour of the relevant resolutions.

15. Business year.

15.1 The Company's financial year starts on 1st January and ends on the 31st December of each year provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on the following 31 December (all dates inclusive).

15.2 If at the time the Company has more than twenty-five Shareholders, at least one annual general meeting must be held each year pursuant to article 196 of the 1915 Law.

16. Distributions on shares.

16.1 All distributions (including all payments in respect of the cancellation, redemption or repurchase by the Company of any Securities in the Company) paid by the Company in respect of Shares, shall be paid pro rata (subject as provided in articles 5.7-5.10 and 16.6) and at the same time to all the A Shareholders and B Shareholders in proportion to their respective Fully Converted Percentages unless, in each case, any such Shareholder waives by written notice to the Company its right to receive such distribution or the proceeds of such repurchase. For the avoidance of doubt, nothing shall prohibit the redemption or repayment of any shareholder debt prior to any distribution or dividend being paid to Shareholders.

16.2 Any distributions will be made subject to any applicable law and to the provisions of any Shareholders' Agreement.

16.3 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

16.4 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

16.5 The Board of Managers may decide to pay interim dividends to the Shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

16.6 In the event of a dividend declaration, such dividend shall be allocated and paid in the following order:

16.6.1 the holder(s) of the Class A1 and B1 Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.20% of the nominal value of the Class A1 Shares and Class B1 Shares provided, that for the purpose of the calculation of the nominal value of the Class B1 Shares, the Class B1 Shares will have deemed to have been converted into Class A1 Shares;

16.6.2 the holder(s) of the Class A2 and B2 Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.25% of the nominal value of the Class A2 Shares and Class B2 Shares provided, that for the purpose of the calculation of the nominal value of the Class B2 Shares, the Class B2 Shares will have deemed to have been converted into Class A2 Shares;

16.6.3 the holder(s) of the Class A3 and B3 Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.30% of the nominal value of the Class A3 Shares and Class B3 Shares provided, that for the purpose of the calculation of the nominal value of the Class B3 Shares, the Class B3 Shares will have deemed to have been converted into Class A3 Shares;

16.6.4 the holder(s) of the Class A4 and B4 Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.35% of the nominal value of the Class A4 Shares and Class B4 Shares provided, that for the purpose of the calculation of the nominal value of the Class B4 Shares, the Class B4 Shares will have deemed to have been converted into Class A4 Shares;

16.6.5 the holder(s) of the Class A5 and B5 Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.40% of the nominal value of the Class A5 Shares and Class B5 Shares provided, that for the purpose of the calculation of the nominal value of the Class B5 Shares, the Class B5 Shares will have deemed to have been converted into Class A5 Shares;

16.6.6 the holder(s) of the Class A6 and B6 Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.45% of the nominal value of the Class A6 Shares and Class B6 Shares provided, that for the purpose of the calculation of the nominal value of the Class B6 Shares, the Class B6 Shares will have deemed to have been converted into Class A6 Shares;

16.6.7 the holder(s) of the Class A7 and B7 Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.50% of the nominal value of the Class A7 Shares and Class B7 Shares provided, that for the purpose of the calculation of the nominal value of the Class B7 Shares, the Class B7 Shares will have deemed to have been converted into Class A7 Shares;

16.6.8 the holder(s) of the Class A8 and B8 Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.55% of the nominal value of the Class A8 Shares and Class B8 Shares provided, that for the purpose of the calculation of the nominal value of the Class B8 Shares, the Class B8 Shares will have deemed to have been converted into Class A8 Shares;

16.6.9 the holder(s) of the Class A9 and B9 Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.60% of the nominal value of the Class A9 Shares and Class B9 Shares provided, that for the purpose of the calculation of the nominal value of the Class B9 Shares, the Class B9 Shares will have deemed to have been converted into Class A9 Shares;

16.6.10 the holder(s) of the Class A10 and B10 Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.65% of the nominal value of the Class A10 Shares and Class B10 Shares provided, that for the purpose of the calculation of the nominal value of the Class B10 Shares, the Class B10 Shares will have deemed to have been converted into Class A10 Shares; and

16.6.11 The balance shall be allocated to the holders of the classes of Shares pursuant to a decision taken by the Shareholders' Meeting.

17. Dissolution and Liquidation. The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' Meeting in accordance with Luxembourg Law and article 14. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company. Any proceeds resulting from the liquidation will be distributed to the Shareholders in accordance with their respective rights.

18. Interpretation and Luxembourg law.

18.1 In these Articles:

18.1.1 a reference to:

- (a) one gender shall include each gender;
- (b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;
- (c) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

18.1.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

18.1.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

18.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.

19. Definitions. "Affiliate" shall mean, with respect to any Person, another Person Controlled directly or indirectly by such first Person, Controlling directly or indirectly such first Person or directly or indirectly under the same Control as such first Person, and "Affiliated" shall have a meaning correlative to the foregoing.

"A Shareholder" means a holder at the relevant time of Class A Shares.

"Alphabetical Series" means the Class A Shares or the Class B Shares as the case may be

"Available Amount" equals: $(W + X + Y) - Z - Z1$ where W, X, Y and Z are the following amounts taken from the Interim Accounts without double counting:

- (a) "W" means the net profits of the Company including carried forward profits less any losses of the Company including carried forward losses;
- (b) "X" means any freely distributable share premium and other freely distributable reserves of the Company other than any premia included in Y;
- (c) "Y" means the amount paid up by way of par value and share premium on the Redeemed Shares;
- (d) "Z" means any sums to be placed into or retained in a non-distributable reserve pursuant to the requirements of law or these Articles;
- (e) "Z1" means Profit Entitlement.

"B Shareholder" means a holder at the relevant time of Class B Shares.

"Business Day" shall mean a day on which banks are open for business in London, Luxembourg and New York City (which, for avoidance of doubt, shall not include Saturdays, Sundays and public holidays in any of these cities).

"Business Plan" shall have the meaning ascribed to such term in any Shareholders' Agreement.

"Class 1 Shares" means the Class A1 Shares and the Class B1 Shares.

"Class 2 Shares" means the Class A2 Shares and the Class B2 Shares.

"Class 3 Shares" means the Class A3 Shares and the Class B3 Shares.

"Class 4 Shares" means the Class A4 Shares and the Class B4 Shares.

"Class 5 Shares" means the Class A5 Shares and the Class B5 Shares.

"Class 6 Shares" means the Class A6 Shares and the Class B6 Shares.

"Class 7 Shares" means the Class A7 Shares and the Class B7 Shares.

"Class 8 Shares" means the Class A8 Shares and the Class B8 Shares.

"Class 9 Shares" means the Class A9 Shares and the Class B9 Shares.

"Class 10 Shares" means the Class A10 Shares and the Class B10 Shares.

"Class "A" Shares" means the Class A1 Shares, the Class A2 Shares, the Class A3 Shares, the Class A4 Shares, the Class A5 Shares, the Class A6 Shares, the Class A7 Shares, the Class A8 Shares, the Class A9 Shares and the Class A10 Shares, issued by the Company from time to time;

"Class "B" Shares" means the Class B1 Shares, the Class B2 Shares, the Class B3 Shares, the Class B4 Shares, the Class B5 Shares, the Class B6 Shares, the Class B7 Shares, the Class B8 Shares, the Class B9 Shares and the Class B10 Shares, issued by the Company from time to time;

"Class Periods" means the Class 1 Period, the Class 2 Period, the Class 3 Period, the Class 4 Period, the Class 5 Period, the Class 6 Period, the Class 7 Period, the Class 8 Period, the Class 9 Period and the Class 10 Period.

"Completion" shall have the meaning ascribed to it in any Shareholders' Agreement.

"Control" shall mean with respect to a Person (other than an individual) (a) direct or indirect ownership of more than 50% of the voting rights in relation to securities of such Person, (b) the right to nominate or appoint, or cause the nomination or appointment of, more than 50% of the members of the board of directors (or similar governing body) of such Person or (c) the right to manage, or direct the management of, on a discretionary basis the assets of such Person, and, for avoidance of doubt, a general partner is deemed to Control a limited partnership and a fund advised or managed directly or indirectly by a Person shall also be deemed to be Controlled by such Person (and the terms "Controlling" and "Controlled" shall have meanings correlative to the foregoing).

"Fully Converted Percentage" shall mean, on the date of determination, with respect to any Shareholder, a figure, expressed as a percentage, calculated by dividing the aggregate number of Securities then held by such Shareholder by the aggregate of the number of Securities then outstanding, provided, that for the purpose of such calculation the Class B Shares will have deemed to have been converted into Class A Shares.

"Group" shall mean the Company and its direct and indirect Subsidiaries, including Hydriades II Limited and Hydriades III Limited and their respective Subsidiaries and "member of the Group" and "Group Company" shall be construed accordingly.

"Interim Accounts" are management accounts of the Company.

"Intermediate Investment Vehicle" shall mean each Subsidiary of the Company and any other Person through which the Company directly or indirectly invests in Hydriades II Limited and Hydriades III Limited.

"KKR" shall mean Kohlberg Kravis Roberts & Co. L.P.

"Lock-Up Period" shall have the meaning ascribed to such term in any Shareholder' Agreement.

"New Securities" shall mean any newly issued Class A Shares, Class B Shares, and PECs or any other securities or shareholder loans of Luxco or any of its Subsidiaries after Completion.

"Numerical Class" means the various numbered classes of Shares.

"Organizational Documents" mean the memorandum and articles of association, by-laws or other organizational documents of an entity, as applicable.

"Permitted Transfer" shall have the meaning ascribed to such term in any Shareholders' Agreement.

"PECs" shall mean each class or series of preferred equity certificates of the Company.

"Person" shall mean a natural person, partnership, corporation, limited liability company, business trust, joint stock company, trust, unincorporated association, joint venture or other entity or organization.

"Profit Entitlement" shall mean the fixed dividend described in article 16.6.

"Redemption Price" equals the Total Redemption Amount divided by the total number of Redeemed Shares;

"Sale Transaction" shall mean any transaction or series of transactions in which a bona fide Transferee(s) not Affiliated with a Shareholder seeks to acquire either 100% of the voting rights of the Company or all or substantially all of its assets.

"Securities" mean, collectively, the Shares, PECs and any securities issued as a dividend in kind with respect to any of the foregoing and any securities issued in exchange therefore or upon any reclassification thereof, including, for the avoidance of doubt, any New Securities which have been issued.

"Shareholders' Agreement" means any shareholders' agreement relating to the Company to which the Shareholders are parties as amended, restated, supplemented or otherwise modified from time to time in accordance with the terms thereof.

"Subsidiary" shall mean a Person that is Controlled directly or indirectly by another Person.

"Total Redemption Amount" is such amount as is determined by resolution of the Board of Managers and approved by the general meeting of the Shareholders, not exceeding the Available Amount.

"Transfer" shall mean a transfer, sale, assignment, pledge, hypothecation or other disposition, whether directly or indirectly, including pursuant to the creation of a derivative security, the grant of an option or other right, the imposition of a restriction on disposition or voting, by operation of law or by any disposition of any legal or beneficial interest in any parent holding company of the relevant Person.

"Transferee" means a Person to which a Transfer is made.

Eighth resolution

The Shareholders further decide to appoint Mr. Roger Georges AMMOUN, Investment Director, born on 4 October 1974 in Rechmaya, Lebanon, residing professionally at 1 Cabot Square, Canary Wharf, London E14 4QJ, United Kingdom, as manager of the Company for an undetermined duration with immediate effect (the "New Manager").

The Shareholders acknowledge that following the appointment of the New Manager, the board of managers of the Company is now composed as follows:

- Mr. William J. JANETSCHEK;
- Mr. Ram KUMAR;
- Mr. Stefan LAMBERT;
- Dr. Wolfgang ZETTEL; and
- Mr. Roger Georges AMMOUN.

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to five thousand five hundred euros (EUR 5,500.-).

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholders of the appearing parties known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the proxyholders of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'année deux mille treize, le vingt-neuf juillet,

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU

KKR Selena (Cayman) L.P., un exempted limited partnership des Iles Caïmans, ayant son siège social PO Box 309, Uglund House, Grand Cayman, KYI-1104, Iles Caïmans et immatriculé auprès du Registrar of Exempted Limited Partnerships Cayman sous le numéro 71437, agissant via son general partner, KKR Associates Infrastructure L.P., agissant via son general partner, KKR Infrastructure Limited,

ici représenté par Madame Sara Lecomte, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à New York City, le 26 juillet 2013.

Ladite procuration signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités auprès des autorités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associé unique ("Associé KKR") de la société "Selena Luxco S.à r.l.", une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B.177.024, constituée en vertu d'un acte du notaire Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire résidant à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 3 mai 2013 dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1519 (page 72902) le 26 juin 2013 (la "Société"). Les Statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis sa constitution.

La partie comparante représentant l'intégralité du capital social demande au notaire d'acter les résolutions suivantes adoptées conformément aux dispositions de l'article 200-2 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales en date du 10 août 1915, telle que modifiée, selon lesquelles un associé unique d'une société à responsabilité limitée exercera les pouvoirs d'une assemblée générale des associés de la Société et les décisions de l'associé unique seront enregistrées dans un procès-verbal ou par écrit.

Première résolution

L'Associé KKR décide de changer la devise du capital social d'Euro en Livres Sterling à un taux fixé le 25 juillet 2013 (EUR 1,- pour GBP 0,8622) afin que le capital social de la Société soit fixé à dix mille sept cent soixante-dix-sept Livres Sterling et cinquante pence (GBP 10.777,50) et suite au changement de devise du capital social de la Société, de changer la valeur nominale des parts sociales existantes de la Société qui sera d'un penny (GBP 0,01) par part sociale.

Deuxième résolution

L'Associé KKR décide d'augmenter le capital social émis de la Société d'un montant de cinq mille cinq cent soixante-seize Livres Sterling et quatre-vingt-deux pence (GBP 5.576,82) afin de l'augmenter de son montant actuel de dix mille sept cent soixante-dix-sept Livres Sterling et cinquante pence (GBP 10.777,50) à seize mille trois cent cinquante-quatre Livres Sterling et trente-deux pence (GBP 16.354,32), en créant et émettant cinq cent cinquante-sept mille six cent quatre-vingt-deux (557.682) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune (les "Nouvelles Parts Sociales CS"), chacune de ces Nouvelles Parts Sociales CS ayant de tels droits et obligations tels que définis dans les Statuts.

Les Nouvelles Parts Sociales CS sont souscrites et intégralement libérées par CFG SPV Co-Investment SPV L.P., un exempted limited partnership constitué en vertu des lois des Iles Caïmans, ayant son siège social situé au PO Box 309, Uglan House, Grand Cayman, KYI-1104, Iles Caïmans et immatriculé auprès du Cayman Island Registrar of Exempted Limited Partnerships Cayman sous le numéro 71446, agissant via son general partner Crédit Suisse (Cayman) Management Limited (le "Nouvel Associé" et ensemble avec l'Associé KKR, les "Associés") en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 26 juillet 2013, qui a été signée et validée par la personne comparante et le notaire soussigné et restera attachée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités auprès des autorités de l'enregistrement.

Lesdites Nouvelles Parts Sociales CS ont été libérées intégralement en numéraire pour un montant de cinq mille cinq cent soixante-seize Livres Sterling et quatre-vingt-deux pence (GBP 5.576,82), qui est totalement alloué au capital social de la Société.

La preuve de l'existence et de la valeur de l'apport a été fournie au notaire.

Troisième résolution

Les Associés décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cent trente-deux mille cinq cent une Livres Sterling et quatre-vingts pence (GBP 132.501,80) afin de l'augmenter de son montant actuel de seize mille trois cent cinquante-quatre Livres Sterling et trente-deux pence (GBP 16.354,32) à cent quarante-huit mille huit cent cinquante-six Livres Sterling et douze pence (GBP 148.856,12), en créant et émettant treize millions deux cent cinquante mille cent quatre-vingts (13.250.180) nouvelles parts sociales (les "Nouvelles Parts Sociales Supplémentaires") divisées comme suit:

- un million trois cent dix-huit mille deux cents (1.318.200) parts sociales de catégorie "A1" ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie A1");
- un million trois cent dix-huit mille deux cents (1.318.200) parts sociales de catégorie "A2" ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie A2");
- un million trois cent dix-huit mille deux cents (1.318.200) parts sociales de catégorie "A3" ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie A3");
- un million trois cent dix-huit mille deux cents (1.318.200) parts sociales de catégorie "A4" ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie A4");
- un million trois cent dix-huit mille deux cents (1.318.200) parts sociales de catégorie "A5" ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie A5");
- un million trois cent dix-huit mille deux cents (1.318.200) parts sociales de catégorie "A6" ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie A6");
- un million trois cent dix-huit mille deux cents (1.318.200) parts sociales de catégorie "A7" ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie A7");
- un million trois cent dix-huit mille deux cents (1.318.200) parts sociales de catégorie "A8" ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie A8");
- un million trois cent dix-huit mille deux cents (1.318.200) parts sociales de catégorie "A9" ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie A9");
- un million trois cent dix-huit mille deux cents (1.318.200) parts sociales de catégorie "A10" ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie A10" et ensemble définies comme les "Parts Sociales de Catégorie A");
- six mille huit cent dix-huit (6.818) parts sociales de catégorie "B1" ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie B1");
- six mille huit cent dix-huit (6.818) parts sociales de catégorie "B2" ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie B2");
- six mille huit cent dix-huit (6.818) parts sociales de catégorie "B3" ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie B3");
- six mille huit cent dix-huit (6.818) parts sociales de catégorie "B4" ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie B4");
- six mille huit cent dix-huit (6.818) parts sociales de catégorie "B5" ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie B5");
- six mille huit cent dix-huit (6.818) parts sociales de catégorie "B6" ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie B6");
- six mille huit cent dix-huit (6.818) parts sociales de catégorie "B7" ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie B7");
- six mille huit cent dix-huit (6.818) parts sociales de catégorie "B8" ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie B8");
- six mille huit cent dix-huit (6.818) parts sociales de catégorie "B9" ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie B9"); et

- six mille huit cent dix-huit (6.818) parts sociales de catégorie "B10" ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie B10" et ensemble définie comme les "Parts Sociales de Catégorie B"); ayant les mêmes droits et obligations prévus dans les Statuts tels que modifiés par la Septième Résolution.

Souscription et Paiement

Les Parts Sociales de Catégorie A sont toutes souscrites par l'Associé KKR, prénommé, et sont libérées par un apport en numéraire d'un montant total de treize millions cent quatre-vingt-deux mille Livres Sterling (GBP 13.182.000,-), qui est alloué comme suit: cent trente et un mille huit cent vingt Livres Sterling (GBP 131.820,-) sont alloués au capital social de la Société et treize millions cinquante mille cent quatre-vingts Livres Sterling (GBP 13.050.180,-) sont alloués au compte de prime d'émission de la Société, qui resteront attachés aux Parts Sociales de Catégorie A (indépendamment de leur catégorie numérique de Parts Sociales de Catégorie A).

Les Parts Sociales de Catégorie B sont toutes souscrites par le Nouvel Associé, prénommé, et sont entièrement libérées par un apport en numéraire d'un montant de six millions huit cent dix-huit mille Livres Sterling (GBP 6.818.000,-), qui est alloué comme suit: six cent quatre-vingt-une Livres Sterling et quatre-vingts pence (GBP 681.80) sont alloués au capital social de la Société et six millions huit cent dix-sept mille trois cent dix-huit Livres Sterling et vingt pence (GBP 6.817.318,20) sont alloués au compte de prime d'émission de la Société, qui resteront attachés aux Parts Sociales de Catégorie B (indépendamment de leur catégorie numérique de Parts Sociales de Catégorie B).

L'apport global de vingt millions Livres Sterling (GBP 20.000.000,-) concernant les Parts Sociales Supplémentaires sera alloué comme suit: (i) cent trente-deux mille cinq cent une Livres Sterling et quatre-vingts pence (GBP 132.501,80) sont alloués au capital social de la Société et (ii) dix-neuf millions huit cent soixante-sept mille quatre cent quatre-vingt-dix-huit Livres Sterling et vingt pence (GBP 19.867.498,20) sont alloués au compte de prime d'émission de la Société, qui resteront attachées aux Parts Sociales de Catégorie A et aux Parts Sociales de Catégorie B comme précisé ci-dessus.

La preuve de l'existence et de la valeur de l'apport a été fournie au notaire.

Quatrième résolution

Les Associés décident de créer une nouvelle catégorie de parts sociales, nommément les parts sociales de catégorie "C" (les "Parts Sociales de Catégorie C"), ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune, dans le capital social de la Société et les Associés décident de renommer les un million six cent trente-cinq mille quatre cent trente-deux (1.635.432) parts sociales existantes immédiatement avant l'adoption de la troisième résolution (en excluant les Parts Sociales de Catégorie A et les Parts Sociales de Catégorie B) en un million six cent trente-cinq mille quatre cent trente-deux (1.635.432) Parts Sociales de Catégorie C.

Cinquième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, les Associés décident de modifier l'article 5 des Statuts de la Société afin de refléter les décisions qui précèdent, qui devra se lire comme suit:

"Le capital social émis de la Société est fixé à cent quarante-huit mille huit cent cinquante-six Livres Sterling et douze pence (GBP 148.856,12) divisé comme suit: un million trois cent dix-huit mille deux cents (1.318.200) parts sociales de catégorie A1, un million trois cent dix-huit mille deux cents (1.318.200) parts sociales de catégorie A2, un million trois cent dix-huit mille deux cents (1.318.200) parts sociales de catégorie A3, un million trois cent dix-huit mille deux cents (1.318.200) parts sociales de catégorie A4, un million trois cent dix-huit mille deux cents (1.318.200) parts sociales de catégorie A5, un million trois cent dix-huit mille deux cents (1.318.200) parts sociales de catégorie A6, un million trois cent dix-huit mille deux cents (1.318.200) parts sociales de catégorie A7, un million trois cent dix-huit mille deux cents (1.318.200) parts sociales de catégorie A8, un million trois cent dix-huit mille deux cents (1.318.200) parts sociales de catégorie A9, un million trois cent dix-huit mille deux cents (1.318.200) parts sociales de catégorie A10, six mille huit cent dix-huit (6.818) parts sociales de catégorie B1, six mille huit cent dix-huit (6.818) parts sociales de catégorie B2, six mille huit cent dix-huit (6.818) parts sociales de catégorie B3, six mille huit cent dix-huit (6.818) parts sociales de catégorie B4, six mille huit cent dix-huit (6.818) parts sociales de catégorie B5, six mille huit cent dix-huit (6.818) parts sociales de catégorie B6, six mille huit cent dix-huit (6.818) parts sociales de catégorie B7, six mille huit cent dix-huit (6.818) parts sociales de catégorie B8, six mille huit cent dix-huit (6.818) parts sociales de catégorie B9, six mille huit cent dix-huit (6.818) parts sociales de catégorie B10 et un million six cent trente-cinq mille quatre cent trente-deux (1.635.432) parts sociales de catégorie C ayant une valeur nominale d'un penny chacune (GBP 0,01). Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée selon la manière requise pour modifier les présents statuts.

Toute prime d'émission disponible est distribuable."

Sixième résolution

Les Associés décident de réduire le capital social de la Société d'un montant de seize mille trois cent cinquante-quatre Livres Sterling et trente-deux pence (GBP 16.354,32) afin de le réduire de son montant actuel de cent quarante-huit mille huit cent cinquante-six Livres Sterling et douze pence (GBP 148.856,12) à cent trente-deux mille cinq cent une Livres Sterling et quatre-vingts pence (GBP 132.501,80) par l'annulation de un million six cent trente-cinq mille quatre cent trente-deux (1.635.432) Parts Sociales de Catégorie C ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01).

La valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie C annulées doit être remboursée aux titulaires respectifs de ces Parts Sociales de Catégorie C.

Septième résolution

Les Associés décident de totalement refondre les Statuts de la Société afin de refléter certaines dispositions d'un pacte d'associés pour y inclure des dispositions spécifiques concernant le rachat des parts sociales de la Société et les droits attachés aux catégories spécifiques de parts sociales qui devront désormais se lire comme suit:

1. Forme sociale et Nom. Le présent document constitue les statuts (les "Statuts") de Selena Luxco S.à r.l. (la "Société"), une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée de temps en temps (ci-après la "Loi de 1915").

2. Siège social.

2.1 Le siège social (le "Siège Social") de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit dans la même commune du Grand-Duché de Luxembourg par le Conseil de Gérance (tel que défini dans l'article 9.1); ou

2.2.2 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (dans la même commune ou non) par une délibération des associés de la Société (une "Résolution des Associés") passée conformément aux présents Statuts - y inclus l'article 14.4 - et aux lois du Grand-Duché de Luxembourg y compris la Loi de 1915 (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou de nature sociale à compromettre l'activité normale au Siège Social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du Siège Social, restera luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par le Conseil de Gérance le cas échéant.

2.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

3. Objet. Les objets de la Société sont:

3.1 d'agir en tant que société d'investissement holding et de coordonner les activités de toutes les entités au sein desquelles la Société détient directement ou indirectement des participations, et d'acquérir (que ce soit par voie de souscription initiale, d'appel d'offres, d'achat, d'échange ou tout autre moyen) la totalité ou toute partie des titres, actions, emprunts obligataires, titres obligataires, obligations, ou autres titres émis ou garantis par toute personne et tous autres actifs de toutes sortes et de détenir ces instruments en tant qu'investissements, et de vendre, échanger ou disposer de ces instruments;

3.2 d'exercer tout commerce ou activité commerciale de toute sorte et acquérir, entreprendre et exercer tout ou partie de l'activité commerciale, des actifs immobiliers et/ou des passifs de toute personne exerçant une activité commerciale;

3.3 d'investir et négocier l'argent et les fonds de la Société de toute manière que le Conseil de Gérance considère comme appropriée et de prêter de l'argent et accorder des crédits, dans chaque cas, à toute personne, que ce soit avec ou sans garantie;

3.4 d'emprunter, lever ou garantir le paiement d'argent de toute manière que le Conseil de Gérance considère comme appropriée, y compris via l'émission (dans les limites autorisées par la Loi Luxembourgeoise) d'emprunts obligataires et autres titres ou instruments, perpétuels ou non, convertibles ou non, qu'ils soient grevés ou non sur tout ou partie des biens de la Société (présents et futurs) ou son capital non appelé, et d'acheter, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.5 d'acquérir une participation dans, fusionner avec, consolider avec et constituer un partnership ou tout arrangement pour les besoins de partage des profits, union d'intérêts, coopération, joint-venture, concession réciproque ou autre avec toute personne, y compris tout employé de la Société;

3.6 de conclure toute garantie ou contrat d'indemnité ou caution, et de fournir des sûretés, y compris la garantie et la provision de sûretés pour l'accomplissement des obligations de et/ou le paiement de toute somme par toute personne (y compris toute entité dans laquelle la Société a une participation directe ou indirecte ou toute personne (une "Entité Holding") qui est alors un membre ou bien qui a une participation directe ou indirecte dans la Société ou toute entité dans laquelle l'Entité Holding a une participation directe ou indirecte et toute personne qui est associée avec la Société dans toute activité ou entreprise), que la Société reçoive ou non une contrepartie ou un avantage (direct ou indirect), et que ce soit par garantie personnelle ou hypothèque, charge ou privilège sur tout ou partie des engagements de la Société, propriétés ou actifs (présents et futurs) ou par tout autre moyen; pour les besoins de cet Article 3.6 "garantie" inclus toute obligation, bien que décrite, de payer, régler, fournir des fonds pour le paiement ou le règlement de, d'indemniser ou maintenir indemnisé contre les conséquences d'un défaut de paiement ou autrement être responsable de tout endettement de toute autre personne;

3.7 d'acheter, prendre en location, échanger, louer ou autrement acquérir tout bien immobilier ou mobilier et tout droit ou privilège sur ou eu égard celui-ci;

3.8 de vendre, donner à bail, échanger, prendre en location et disposer de tout bien immobilier ou mobilier, et/ou de tout ou partie des engagements de la Société, pour une contrepartie que le Conseil de Gérance considère appropriée, y compris pour des parts sociales, emprunts obligataires ou autres titres, qu'ils aient été entièrement ou partiellement payés, de toute personne, ayant ou non des objets (en totalité ou en partie) similaires à ceux de la Société; détenir toutes parts sociales, titres obligataires et autres titres ainsi acquis; améliorer, gérer, développer, vendre, échanger, louer, hypothéquer, disposer de, accorder des options sur, mettre sur compte et autrement gérer tout ou partie des biens et droits de la Société;

3.9 d'entreprendre tout ou partie des actions décrites dans tout paragraphe de cet Article 3 (a) dans toute partie du monde; (b) en tant que mandant, mandataire, contractant, fiduciaire ou autrement; (c) par voie ou à travers de fiduciaires, mandataires, sous-contractants ou autres; et (d) seul ou avec d'autres personnes;

3.10 d'entreprendre toutes actions (y compris conclure, exécuter, et délivrer des contrats, actes, accords ou arrangements avec ou en faveur de toute personne) qui sont, selon l'opinion du Conseil de Gérance connexes ou concluantes pour la réalisation de tout ou partie des objets de la Société, ou de l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs;

À CONDITION TOUJOURS que la Société n'entre pas dans toute transaction qui pourrait constituer une activité réglementée du secteur financier ou qui requiert une licence professionnelle en vertu de la Loi Luxembourgeoise sans autorisation de droit en vertu de la Loi Luxembourgeoise.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Capital social.

5.1 Le capital social émis de la Société est fixé à cent trente-deux mille cinq cent et un Livres Sterling et quatre-vingt pence (GBP 132.501,80) représenté par:

5.1.1 Un million trois cent dix-huit mille deux cent (1.318.200) parts sociales de catégorie A1 (les "Parts Sociales de Catégorie A1");

5.1.2 Un million trois cent dix-huit mille deux cent (1.318.200) parts sociales de catégorie A2 (les "Parts Sociales de Catégorie A2");

5.1.3 Un million trois cent dix-huit mille deux cent (1.318.200) parts sociales de catégorie A3 (les "Parts Sociales de Catégorie A3");

5.1.4 Un million trois cent dix-huit mille deux cent (1.318.200) parts sociales de catégorie A4 (les "Parts Sociales de Catégorie A4");

5.1.5 Un million trois cent dix-huit mille deux cent (1.318.200) parts sociales de catégorie A5 (les "Parts Sociales de Catégorie A5");

5.1.6 Un million trois cent dix-huit mille deux cent (1.318.200) parts sociales de catégorie A6 (les "Parts Sociales de Catégorie A6");

5.1.7 Un million trois cent dix-huit mille deux cent (1.318.200) parts sociales de catégorie A7 (les "Parts Sociales de Catégorie A7");

5.1.8 Un million trois cent dix-huit mille deux cent (1.318.200) parts sociales de catégorie A8 (les "Parts Sociales de Catégorie A8");

5.1.9 Un million trois cent dix-huit mille deux cent (1.318.200) parts sociales de catégorie A9 (les Parts Sociales de Catégorie A9");

5.1.10 Un million trois cent dix-huit mille deux cent (1.318.200) parts sociales de catégorie A10 (les "Parts Sociales de Catégorie A10");

5.1.11 Six mille huit cent dix-huit (6,818) parts sociales de catégorie B1 (les "Parts Sociales de Catégorie B1");

5.1.12 Six mille huit cent dix-huit (6,818)parts sociales de catégorie B2 (les "Parts Sociales de Catégorie B2");

5.1.13 Six mille huit cent dix-huit (6,818)parts sociales de catégorie B3 (les "Parts Sociales de Catégorie B3");

5.1.14 Six mille huit cent dix-huit (6,818)parts sociales de catégorie B4 (les "Parts Sociales de Catégorie B4");

5.1.15 Six mille huit cent dix-huit (6,818)parts sociales de catégorie B5 (les "Parts Sociales de Catégorie B5");

5.1.16 Six mille huit cent dix-huit (6,818)parts sociales de catégorie B6 (les "Parts Sociales de Catégorie B6");

5.1.17 Six mille huit cent dix-huit (6,818)parts sociales de catégorie B7 (les "Parts Sociales de Catégorie B7");

5.1.18 Six mille huit cent dix-huit (6,818)parts sociales de catégorie B8 (les "Parts Sociales de Catégorie B8");

5.1.19 Six mille huit cent dix-huit (6,818)parts sociales de catégorie B9 (les "Parts Sociales de Catégorie B9");

5.1.20 Six mille huit cent dix-huit (6,818)parts sociales de catégorie B10 (les "Parts Sociales de Catégorie B10");

chacune une " Part Sociale" et ensemble ci-après désignées comme les "Parts Sociales", ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune, et ayant les droits et obligations décrits dans les présents Statuts. Les détenteurs de Parts Sociales sont désignés tous ensemble comme les "Associés", et individuellement comme "Associé".

5.2 La Société ne peut émettre des parts sociales que sous forme nominative.

5.3 La Société peut créer des comptes de prime d'émission correspondant à une catégorie particulière de Parts Sociales (les "Comptes de Prime d'Emission") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute catégorie de Parts Sociales concernées sera versée. Les décisions quant à l'utilisation des Comptes de Prime d'Emission doivent être prises par les Associés sous réserve de la Loi de 1915, des présents Statuts et de tout Pacte d'Associés, étant entendu que toute prime d'émission payée dans un tel Compte de Prime d'Emission relatif à une Série Alphabétique de Parts Sociales ne sera remboursée qu'aux Associés détenteurs de la Série Alphabétique de Parts Sociales concernée, indépendamment de leur Catégorie Numérique.

5.4 La Société peut, sous réserve de tout Pacte d'Associés et sans limitation, accepter des fonds ou d'autres apports sans émettre de Parts Sociales ou autres titres en contrepartie de l'apport et peut affecter les apports à un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes doivent être prises par les Associés sous réserve de la Loi de 1915, des présents Statuts et de tout Pacte d'Associés. Pour écarter tout doute, une telle décision peut, mais pas nécessairement, attribuer tout montant apporté à l'apporteur.

5.5 Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux, sous réserve de dispositions contraires des présents Statuts ou de tout Pacte d'Associés.

5.6 La Société peut augmenter le capital social, racheter, rembourser et/ou annuler ses Parts Sociales sous réserve des dispositions de la Loi de 1915 ou de tout Pacte d'Associés.

5.7 Sous réserve de l'article 5.8, le capital social de la Société peut être réduit exclusivement par le rachat et l'annulation subséquente des Parts Sociales émises d'une ou plusieurs Catégorie(s) Numérique(s) (un "Remboursement de Part Sociale") à l'égard des périodes suivantes:

5.7.1 La période pour les Parts Sociales de Catégorie 1 est la période qui commence le 29 juillet 2013 et qui se terminera au plus tard au 31 décembre 2013 (la "Période de Catégorie 1").

5.7.2 La période pour les Parts Sociales de Catégorie 2 est la période qui commence le jour après la Période de Catégorie 1 et qui se terminera au plus tard au 31 décembre 2014 (la "Période de Catégorie 2").

5.7.3 La période pour les Parts Sociales de Catégorie 3 est la période qui commence le jour après la Période de Catégorie 2 et qui se terminera au plus tard au 31 décembre 2015 (la "Période de Catégorie 3").

5.7.4 La période pour les Parts Sociales de Catégorie 4 est la période qui commence le jour après la Période de Catégorie 3 et qui se terminera au plus tard au 31 décembre 2016 (la "Période de Catégorie 4").

5.7.5 La période pour les Parts Sociales de Catégorie 5 est la période qui commence le jour après la Période de Catégorie 4 et qui se terminera au plus tard au 31 décembre 2017 (la "Période de Catégorie 5").

5.7.6 La période pour les Parts Sociales de Catégorie 6 est la période qui commence le jour après la Période de Catégorie 5 et qui se terminera au plus tard au 31 décembre 2018 (la "Période de Catégorie 6").

5.7.7 La période pour les Parts Sociales de Catégorie 7 est la période qui commence le jour après la Période de Catégorie 6 et qui se terminera au plus tard au 31 décembre 2019 (la "Période de Catégorie 7").

5.7.8 La période pour les Parts Sociales de Catégorie 8 est la période qui commence le jour après la Période de Catégorie 7 et qui se terminera au plus tard au 31 décembre 2020 (la "Période de Catégorie 8").

5.7.9 La période pour les Parts Sociales de Catégorie 9 est la période qui commence le jour après la Période de Catégorie 8 et qui se terminera au plus tard au 31 décembre 2021 (la "Période de Catégorie 9").

5.7.10 La période pour les Parts Sociales de Catégorie 10 est la période qui commence le jour après la Période de Catégorie 9 et qui se terminera au plus tard au 31 décembre 2022 (la "Période de Catégorie 10").

5.8 Lorsqu'une Catégorie Numérique n'aura pas été rachetée et annulée endéans la Période de Catégorie concernée, le remboursement et l'annulation de cette Catégorie Numérique peut se faire endéans une période nouvelle (la "Période Nouvelle"). Une Période nouvelle commencera, à l'égard de la Période Nouvelle pour la Catégorie Numérique de Parts Sociales concernée avec le numéro le plus bas, le jour après l'expiration de la Période de Catégorie 10 et, à l'égard de toutes les autres Catégories Numériques de Parts Sociales, le jour après l'expiration de la Nouvelle Période immédiatement précédente. Chaque Nouvelle Période sera pour la période d'une année civile (sous réserve des dispositions de l'article 5.9). A titre d'exemple, si les Parts Sociales de Catégorie 1 ne sont pas rachetées dans leur Période de Catégorie 1, les Parts Sociales de Catégorie 2 sont rachetées dans leur Période de Catégorie 2 et les Parts Sociales de Catégorie 3 ne sont pas rachetées dans leur Période de Catégorie 3, alors la Période Nouvelle pour les Parts Sociales de Catégorie 1 débutera au 1^{er} janvier 2023 et la Période Nouvelle pour les Parts Sociales de Catégorie 3 débutera au 1^{er} janvier 2024.

5.9 Pour écarter tout doute, pour le cas où le rachat et l'annulation d'une Catégorie Numérique se réalisera avant le dernier jour de sa Période de Catégorie respective (ou, selon le cas, de sa Période Nouvelle), la Période de Catégorie suivante (ou, selon le cas, la Période Nouvelle) commencera le jour suivant le rachat et l'annulation de cette Catégorie Numérique et continuera pour se terminer au jour défini à l'origine par les articles ci-dessus. A titre d'exemple, si les Parts Sociales de Catégorie 2 sont rachetées au 15 août 2015, la Période de Catégorie 3 commencera au 16 août 2015 et se terminera au plus tard le 31 décembre 2016.

5.10 Lorsqu'un Remboursement de Part Sociale devient effectif, aux détenteurs des Parts Sociales faisant l'objet du remboursement par la Société en tant que partie du Remboursement de Part Sociale (les "Parts Sociales Rachetées") sera

payé le Montant Total de Rachat alloué entre les détenteurs de chaque Part Sociale Rachetée selon les principes de l'article 16.1.

6. Indivisibilité des parts.

6.1 Chaque Part Sociale est indivisible.

6.2 Une Part Sociale peut être enregistrée au nom de plus d'une personne à condition que tous les détenteurs d'une Part Sociale notifient par écrit à la Société celui d'entre eux qui est à considérer comme leur représentant; la Société considérera ce représentant comme s'il était le seul Associé pour la Part Sociale en question, y compris pour les besoins de vote, dividende et autres droits de paiement.

7. Cession de parts sociales et de titres.

7.1 Les transferts de Parts Sociales sont soumis aux dispositions des présents Statuts, des articles 189 et 190 de la Loi de 1915 et des dispositions de tout Pacte d'Associés.

7.2 Restrictions Générales de Cession

7.2.1 Aucun Associé ne devra céder des Titres dans la Société pendant la Période de Blocage, sauf (i) en vertu d'une Cession Autorisée ou (ii) en vertu d'une Cession de la totalité ou de la quasi-totalité des actifs des Sociétés de Groupe et entreprises auxquelles un Associé appartient ou (iii) selon les dispositions des articles 7.2.2 et 7.4 des présents Statuts et l'article VI de tout Pacte d'Associés. Toute Cession de Titres dans la Société effectuée en violation des présents Statuts ou tout Pacte d'Associés devra être nulle et non avenue, et la Société ne devra jamais donner effet à une telle Cession inacceptable.

7.2.2 Les Associés A peuvent, jusqu'à douze mois après la date de Closing, syndiquer des Titres dans la Société à des associés commanditaires de ses Affiliés qui sont des fonds d'investissement, à d'autres investisseurs institutionnels et/ou à un ou plusieurs investisseurs non-traditionnels, étant entendu que KKR continue de Contrôler la Société et de détenir au moins une majorité des Parts Sociales suite à toutes Cessions autorisées conformément à cet article 7.2.2 et étant entendu que les Associés A ne syndiquent pas des Titres ou souscrivent un quelconque arrangement ou accord pour syndiquer les Titres qui résulterait ou résulterait probablement dans une saisine de la Commission de la Concurrence par l'Office of Fair Trading du Royaume-Uni sur base de la section 32 de la loi de 1991 sur le secteur de l'eau.

7.3 Droits Tag-Along

7.3.1 Sauf en vertu de (i) une Cession Autorisée, (ii) l'article 7.2.2 des présents Statuts, (iii) l'article 7.4 des présents Statuts ou (iv) l'article 6.1 de tout Pacte d'Associés, si un Associé (l'"Associé Vendeur") propose une Cession de Titres (la "Vente Proposée") à n'importe quelle personne, alors chaque autre Associé sera autorisé à participer à une telle Vente Proposée au pro rata du nombre de Titres détenus par chaque Associé dans la Société (sur une base telle que convertis) (le "Pourcentage Tag-Along") aux mêmes termes et conditions et l'Associé Vendeur devra fournir à la Société et à tout autre Associé une notification écrite de cette Vente Proposée (l'"Avis Tag-Along").

7.3.2 L'Avis Tag-Along devra inclure:

(1) (A) le nombre de Titres proposés à la Cession, (B) le montant proposé et la forme de la contrepartie qui sera reçue par l'Associé Vendeur par Titre ou la formule en vertu de laquelle une telle contrepartie sera déterminée (et si une telle contrepartie consiste en tout ou partie de biens autres qu'en argent liquide, une estimation juste de la valeur réelle de marché d'une telle contrepartie autre qu'en argent liquide et les informations utiles liées à une telle contrepartie non-liquide); (C) l'identité du ou des Cessionnaire(s) proposé(s) (le "Cessionnaire Proposé"); (D) la date de Cession proposée, si elle est connue et (E) dans la mesure des connaissances, tous autres termes importants de la Vente Proposée (y compris, sans limitation, en ce qui concerne des dispositions restrictives, représentations, garanties qui doivent être données par l'Associé Vendeur); et

(2) une invitation à chaque autre Associé à faire une offre (tout Associé qui choisit de faire une telle offre étant un "Associé Tagging" et, ensemble avec l'Associé Vendeur, les "Vendeurs Tag-Along") pour inclure dans la Vente Proposée le nombre de Titres détenus par un tel Associé Tagging, déterminé en vertu de l'article 7.3.3 ci-dessous.

7.3.3 Chaque Associé Tagging désirant exercer les droits tag-along décrits dans cet article 7.3 doit, endéans vingt Jours Ouvrables de la délivrance de l'Avis Tag-Along, délivrer un avis (l'"Offre Tag-Along") à l'Associé Vendeur et la Société indiquant son désir d'exercer ses droits et précisant le nombre de Titres qu'il désire Céder. Chaque Associé Tagging aura droit de préciser dans son Offre Tag-Along le nombre des Titres qu'un tel Associé Tagging désire céder, à un nombre égal à (i) le nombre total de Titres proposés à la Cession par ledit Associé Vendeur multiplié par (ii) le Pourcentage Tag-Along. Dans la mesure où le nombre total de Titres (sur une base telle que convertis) proposés à la Cession en vertu de toutes les Offres Tag-Along est inférieur au nombre total de Titres que le Cessionnaire Proposé est prêt à acheter, chaque Vendeur Tag-Along aura droit de Céder une portion des excédents de Titres au pro rata de sa participation dans le Pourcentage Tag-Along relatif aux autres Vendeurs Tag-Along ou dans de telles proportions comme les Associés peuvent le décider (le "Montant Excédentaire Tag-Along"). Dans la mesure où le nombre total de Titres (sur une base telle que convertis) proposés à la Cession en vertu de toutes Offres Tag-Along est supérieur au nombre total de Titres que le Cessionnaire Proposé est prêt à acquérir, alors le nombre de Titres devant être Transférés par chaque Vendeur Tag-Along devra être réduit au pro rata de sa participation dans le Pourcentage Tag-Along à l'égard des autres Vendeurs Tag-Along.

7.3.4 Chaque Associé Tagging qui ne fait pas une Offre Tag-Along en conformité avec les exigences ci-dessus, y compris les exigences de délais, sera censé avoir renoncé à tous les droits d'un tel Associé Tagging en ce qui concerne la Vente Proposée, et les Vendeurs Tag-Along devront par conséquent être libres de Céder les Titres à l'égard desquels aucune Offre Tag-Along n'a été effectuée selon et conformément à cet article 7.3 au Cessionnaire Proposé, pour la même contrepartie, à un prix qui ne sera pas plus élevé que le prix fixé dans l'Avis Tag-Along et à des termes et conditions qui ne sont pas matériellement plus favorables aux Vendeurs Tag-Along que ceux décrits dans l'Avis Tag-Along. Pour avoir le droit d'exercer son droit de vendre des Titres au Cessionnaire Proposé en vertu de cet article 7.3 et en particulier l'article 7.3.3, chaque Associé Tagging devra accepter de donner au Cessionnaire Proposé des représentations et garanties équivalentes en ce qui concerne les Titres d'un tel Associé Tagging, à ce que l'Associé Vendeur accepte de faire en relation avec la Vente Proposée (sous réserve de limitations équivalentes des responsabilités) et sous réserve d'engagements, conventions, indemnités ou restriction de transfert équivalents affectant une portion au pro rata de leurs Titres et/ou d'autres titres et d'autres engagements similaires auxquels l'Associé Vendeur accepte d'y être soumis; à condition que de telles représentations, garanties et engagements soient faits de manière séparée et non conjointe et soient négociés par l'Associé Vendeur de bonne foi sur une base de conditions normales. Chaque Vendeur Tag-Along sera responsable de sa part des honoraires des conseillers professionnels et voyages et autres dépenses personnelles raisonnablement dues pour le bénéfice de tous les Vendeurs Tag-Along en lien avec Vente Proposée sur base des revenus bruts reçus ou devant être reçus dans une telle Vente Proposée dans la mesure de ce qui n'a pas été payé ou remboursé par le Cessionnaire Proposé.

7.3.5 L'offre de chaque Associé Tagging contenue dans une telle Offre Tag-Along d'Associé Tagging sera inconditionnelle et irrévocable pour une période de dix jours ouvrables et, dans la mesure où une telle offre est acceptée, un tel Associé Tagging sera lié par et obligé de Céder pour la Vente Proposée aux mêmes termes et conditions pour chaque Titre Transféré, que l'Associé Vendeur jusqu'à un nombre de Titres que cet Associé Tagging aura précisé dans son Offre Tag-Along ensemble avec le Montant Excédentaire Tag-Along dudit Associé Tagging, tel qu'il peut être réduit conformément à l'article 7.3.3; étant entendu que le prix payable à l'égard de chaque Titre sera sur une base telle que convertis; et de plus étant entendu si les termes importants de la Vente Proposée changent et ce avec pour résultat que le prix par Titre sur une base telle que convertis soit inférieur aux prix décrits dans l'Avis Tag-Along, ou que la forme de la contrepartie soit différente ou les autres termes et conditions (y compris les représentations et garanties) soient matériellement moins favorables pour les Vendeurs Tag-Along que ceux décrits dans l'Avis Tag-Along, chaque Associé Tagging sera autorisé à retirer l'offre contenue dans son Offre Tag-Along, par notification écrite à l'Associé Vendeur, et suite à un tel retrait, devra être libéré des ses obligations à l'égard d'une telle Offre Tag-Along.

7.3.6 Si un Associé Tagging exerce ses droits en vertu de cet article 7.3, le closing de l'achat des Titres, pour lesquels de tels droits ont été exercés, se réalisera au moment de la date de closing de la vente des Titres de l'Associé Vendeur au Cessionnaire Proposé.

7.3.7 Si avant le closing de la Vente Proposée, les termes de la Vente Proposée devaient changer avec pour résultat que le prix à payer sur une base telle que convertis pour la Vente Proposée soit plus important que le prix par Titre donné dans l'Avis Tag-Along ou les autres termes principaux d'une telle Vente Proposée devaient être matériellement plus favorables aux Vendeurs Tag-Along que ceux donnés dans l'Avis Tag-Along, l'Avis Tag-Along sera nul et non-avenue, et il sera nécessaire de fournir un autre Avis Tag-Along à tous les Associés, et il faudra séparément se conformer aux termes et dispositions de cet article 7.3 afin de mettre en œuvre une telle Vente Proposée en vertu de cet article 7.3. De plus, si les Vendeurs Tag-Along n'ont pas réalisé la Vente Tag-Along à la fin du 180ème jour (une telle période pourra être étendue pour obtenir des approbations réglementaires nécessaires) après la date de délivrance de l'Avis Tag-Along, chaque Associé Tagging sera libéré de ses obligations en vertu d'une telle Offre Tag-Along, l'Avis Tag-Along sera nul et non-avenue, et il sera nécessaire de fournir un Avis Tag-Along séparé et il faudra séparément se conformer aux termes et dispositions de cet article 7.3, afin de mettre en œuvre une telle Vente Proposée en vertu de cet article 7.3, à moins que la défaillance à réaliser une telle Vente Proposée ne soit due au manquement par un Associé Tagging à se conformer à ses obligations au titre des dispositions de cet article 7.3.

7.4 Droits Drag-Along

7.4.1 Nonobstant toute disposition contraire convenue dans cet article 7, si l'Associé A accepte une offre pour une Transaction de Vente (pour écarter toute doute, qui ne pourra avoir lieu qu'à la suite de l'application de l'article 7.5), alors l'Associé A sera autorisé à demander aux autres Associés de Céder leur Titres au Cessionnaire aux mêmes termes et conditions que l'Associé A et délivrer un avis écrit ("Avis de Vente Requis") pour toute Transaction de Vente aussi rapidement que possible avant la date de closing anticipée d'une telle Transaction de Vente à la Société et aux autres Associés.

7.4.2 L'Avis de Vente Requis devra contenir (i) le nom et l'adresse du Cessionnaire proposé, (ii) le montant total proposé à payer par le Cessionnaire proposé net de toutes dépenses de transaction (et si une telle contrepartie consiste en tout ou partie en une contrepartie qui n'est pas en argent liquide, l'Associé A fournira des informations, dans la mesure raisonnablement possible pour l'Associé A, liées à une telle contrepartie qui n'est pas en argent liquide), (iii) si elle est connue, la date de Cession proposée et (iv) le nombre de Titres à Céder à chaque Associé et (v) dans la mesure des connaissances, tous autres termes importants de la Transaction de Vente (y compris, mais non limité à, en ce qui concerne des conditions restrictives, représentation et garanties à être données par l'Associé A).

7.4.3 Tout autre tel Associé (un "Associé Dragged"), dès réception de l'Avis de Vente Requis, sera obligé de vendre tous, mais pas moins que tous ses Titres aux termes et conditions indiqués dans l'Avis de Vente Requis. Chaque Associé Dragged sera en plus obligé de (i) participer à la Transaction de Vente prévue dans l'Avis de Vente Requis, (ii) de voter ses Titres en faveur de la Transaction de Vente à toute assemblée des associés appelée à voter ou approuver la Transaction de Vente et/ou donner un pouvoir à l'Associé A pour voter les Titres d'un tel Associé Dragged en faveur de la Transaction de Vente et/ou consentir par écrit à la Transaction de Vente, (iii) renoncer à tous les droits de répartition ou évaluation liés à la Transaction de Vente, (iv) prendre part à des contrats liés à la Transaction de Vente et accepter (pour lui-même), de donner au Cessionnaire proposé des représentations et garanties équivalentes en ce qui concerne de tels Titres de l'Associé Dragged que l'Associé A accepte de faire en relation avec l'Associé A et ses Titres, dans le cadre de la Transaction de Vente (sous réserve de limitations équivalentes à la responsabilité), et sous réserve d'engagements équivalents, conventions, indemnités ou contrats de non cession de titres (sous réserve de limitations équivalentes à la responsabilité) ainsi que l'Associé A accepte d'être soumis à (à condition que toutes représentations, garanties, engagements, conventions, indemnité et contrats soient faites individuellement et non conjointement et à condition qu'ils soient négociés par les Associés A de bonne foi sur base de conditions normales), et (v) si c'est demandé raisonnablement pour faciliter l'achèvement de la Transaction de Vente, de donner pouvoirs de représentation aux Associés A ou celui que les Associés A auront désigné pour signer les documents à l'achèvement et/ou signer ou délivrer de tels autres documents que l'Associé A signe si c'est raisonnable et approprié dans le contexte de la Transaction de Vente. Si à la fin du 180^{ème} jour après la date de délivrance de l'Avis de Vente Requis (une telle période peut être étendue pour obtenir les approbations réglementaires nécessaires), l'Associé A n'a pas achevé la transaction proposée, l'Avis de Vente Requis sera nul et non avenu, chaque tel Associé Dragged sera relevé des obligations de l'Associé Dragged en vertu de l'Avis de Vente Requis et il sera nécessaire de fournir un Avis de Vente Requis séparé dans les termes et dispositions de cet article 7.4 qui est séparément respecté afin de conclure toute Transaction de Vente.

7.4.4 Toutes les honoraires de conseillers professionnels et voyages ou dépenses personnes dépenses raisonnablement dues pour le bénéfice de tous les Associés en rapport avec ladite Transaction de Vente devront être payées par les Associés au pro rata des revenus totaux devant être reçus par ledit Associé dans la mesure de ce qui n'a pas été payé ou remboursé par un membre du Groupe ou du Cessionnaire.

7.5 ROFO. Dans le cas où un Associé a l'intention de vendre tout ou partie de ses Titres à un tiers (le "Vendeur") autrement qu'en vertu d'une Cession Autorisée ou conformément à l'article 7.2.2 ou toutes autres dispositions de l'article 6.1 de tout Pacte d'Associés, le Vendeur doit fournir un avis écrit d'intention véritable (l'"Avis ROFO") aux autres Associés (les "Non-Vendeurs") sur le nombre et la catégorie de Titres qu'il a l'intention de vendre et offrir aux Non-Vendeurs le droit de faire une offre irrévocable et inconditionnelle d'acheter la totalité de ces Titres comme indiqué dans l'Avis ROFO. Dans les 45 jours qui suivent la date de remise de l'Avis ROFO, les Non-Vendeurs peuvent faire une offre inconditionnelle et irrévocable d'acheter ces Titres en fournissant un avis écrit au Vendeur du prix en numéraire proposé pour ces Titres (l'"Offre ROFO"). Dans les 45 jours suivant la réception de l'Offre ROFO ou des Offres ROFO, le Vendeur peut accepter une telle offre (et dans le cas où il y aurait plusieurs offres, accepter l'Offre ROFO la plus élevée) pour l'achat de ces Titres au prix en numéraire tel qu'énoncé dans l'offre ROFO (le "Prix ROFO") en fournissant un avis écrit au Non-Vendeur ou aux Non-Vendeurs. Si le Vendeur accepte l'Offre ROFO, le transfert de Titres doit se réaliser le quinzième jour ouvrable après la notification ou dans le délai comme cela est raisonnablement nécessaire pour obtenir l'approbation réglementaire nécessaire. Les Associés doivent prendre toutes ces mesures nécessaires ou appropriées pour réaliser la Cession de ces Titres, y compris délivrer un titre, libre de tout privilège, réclamation, frais et charges et accompagné par des représentations habituelles quant au titre et à l'autorité. Si le Vendeur n'accepte pas la ou les Offres ROFO, le Vendeur peut demander d'autres offres pour ces Titres auprès d'un tiers de bonne foi qui n'est pas son Affilié à un prix qui est supérieur au prix ROFO, étant entendu que si le Vendeur n'est pas parvenu à un accord effectif de vendre ces Titres à un prix qui est supérieur au Prix ROFO dans les 150 jours suivant la réception de l'Offre ROFO, le Vendeur ne peut pas vendre ces Titres sans fournir préalablement aux Non-Vendeurs un nouvel Avis ROFO. Si les Non-Vendeurs ne font pas de nouvelle Offre ROFO dans les 45 jours suivant la date de remise du nouvel Avis ROFO (ou renoncent aux droits conférés par celui-ci), le Vendeur peut vendre ses Titres à tout moment endéans la période de 150 jours suivant la date du nouvel Avis ROFO à un tiers de bonne foi qui n'est pas son Affilié à un prix quelconque. Les dispositions du présent article 7.5 devront être respectées au cas où une telle cession ne se réaliserait pas endéans cette période de 150 jours.

7.6 Autres Restrictions Aux Cessions

7.6.1 En supplément des autres restrictions aux Cessions contenues ci-dessus, sans consentement préalable du Conseil de Gérance, aucun Associé ne peut Céder aucun Titre dans la Société:

- (3) à toute Personne qui ne dispose pas de droits légaux, pouvoir ou capacité de détenir de tels Titres;
- (4) si une telle Cession nécessite l'enregistrement ou d'autres qualifications de tels Titres en vertu de toutes lois applicables aux titres;
- (5) si une telle Cession aurait un effet matériel substantiel d'ordre fiscal pour la Société ou l'un des ces Associés;
- (6) aussi longtemps que la Société est un partnership pour les besoins des impôts sur les revenus fédéraux américains, si une telle Cession est effectuée à travers un "marché de titres établis" ou un "second marché (ou l'équivalent d'un tel marché)" au sens de la section 7704 de l'IRC ou ladite Cession ne peut autrement résulter pour la Société comme étant traitée en tant que "publicly traded partnership" tel que ce terme est défini dans les sections 469(k)(2) ou 7704(b) de

l'IRC et des lois promulguées en conséquence (à moins que (i) il ne soit pas tenu compte d'une telle Cession en déterminant si les participations dans la Société sont négociables sur un second marché ou l'équivalent substantiel en vertu de section 1.7704-1 des Réglementations du Trésor US (autre que section 1.7704-1(e)(1)(x)) ou (ii) les Associés ne déterminent que la Société satisfait aux conditions de section 1.77041(h) des Réglementations du Trésor US à tout moment durant l'année fiscale d'une telle Cession); ou

(7) si selon l'opinion raisonnable du Conseil de Gérance, une telle Cession devait requérir le consentement préalable écrit de toute agence de réglementation et qu'un tel consentement n'a pas été obtenu.

7.6.2 A moins que ce ne soit approuvé par le Conseil de Gérance, aucune Cession de Titres dans la Société ne peut être effectuée ou enregistrée dans les livres de la Société, à moins que le Cessionnaire n'ait délivré à la Société un avis pour une telle Cession, y compris une copie signée de toute la documentation et contrats liés à la Cession, et de tous contrats ou autres documents requis par le Pacte d'Associés.

7.6.3 Nonobstant des dispositions contraires, un Associé peut Céder ses Parts Sociales uniquement à toute personne (autre que la Société) si, au même moment, un tel Associé effectue également une Cession proportionnelle de Cession de ses Titres dans la Société autres que les Parts Sociales, pour écarter tout doute, y compris les PECs (et vice versa) s'il y en a détenus par un tel Associé. Toute disposition des présents Statuts qui fait référence à ou autorise ou qui requiert une Cession de Parts Sociales sera censé inclure une référence à (ou permette ou requiert que, selon le cas) une Cession du montant proportionnel des Titres dans la Société autres que les Parts Sociales (et vice versa), s'il y en a.

7.7 Processus De Vente. Sous réserve des autres dispositions de cet article 7 et des dispositions de tout Pacte d'Associés, chaque Associé, en sa seule discrétion, décidera ou non de poursuivre, conclure, remettre ou abandonner toute Cession proposée en vertu des articles 7.3, 7.4 et 7.5, selon les cas, et des termes et conditions de ces articles. Ni un Associé ni un Affilié d'un tel Associé n'aura une quelconque responsabilité envers une autre partie à un quelconque Pacte d'Associés dérivant de, liée à ou en relation avec la poursuite, la conclusion, l'ajournement, l'abandon ou les termes et conditions d'une telle Cession proposée, sauf dans la mesure où un tel Associé aura failli de se conformer aux dispositions de cet article 7 ou aux dispositions de tout Pacte d'Associés.

8. Conversion des parts sociales.

8.1 Chaque Part Sociale de Catégorie B sera convertible en cent (100) Parts Sociales de Catégorie A correspondantes (sous réserve d'ajustement pour combinaison, consolidation, recapitalisations, et divisions de parts sociales). Nonobstant les dispositions contraires de l'article 8.2, dans les présents Statuts, les termes "sur une base telle que convertie" doivent signifier, pour les Parts Sociales de Catégorie B, sur une base telle que convertie en Parts Sociales de Catégorie A.

8.2 Les Parts Sociales de Catégorie B seront converties en Parts Sociales de Catégorie A seulement dans les cas de (i) liquidation volontaire ou involontaire, faillite, dissolution, reconstitution ou (ii) une fusion, consolidation, réorganisation ou transaction similaire impliquant la Société dans laquelle les Titres en circulation immédiatement avant une telle transaction ne continuent pas de représenter, ou ne sont pas converties en ou échangées contre des titres de capital représentant, immédiatement à la suite d'une telle transaction, une majorité, par majorité de vote, des titres de capital de (1) l'entité survivante ou entité résultante ou (2) si l'entité survivante ou résultante est une filiale totalement détenue par une autre entité immédiatement à la suite d'une telle transaction, l'entité parente d'une telle entité résultante ou survivante.

9. Conseil de gérance.

9.1 La Société est gérée par un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance"), (chaque gérant étant un "Gérant"). L'Associé A sera à tout moment autorisé à désigner quatre (4) Gérants pour nomination.

9.2 Aussi longtemps que l'Associé B initial (i) continue à avoir la propriété de la majorité des Titres détenus par l'Associé B initial lors de la Closing ou (ii) conserve le même Pourcentage Totalement Converti que lors de la Closing, l'Associé B initial sera autorisé de désigner un (1) Gérant.

9.3 Les Gérants devront être nommés par une Résolution des Associés adoptée conformément à la Loi Luxembourgeoise et à ces Statuts.

9.4 Un Gérant peut être révoqué avec ou sans cause de temps à autre et à tout moment par l'Assemblée Générale (telle que définie ci-dessous) sur demande (excepté en relation avec tout Gérant nommé sous l'article 9.2) par les Associés A ou (en relation avec tout Gérant nommé sous l'article 9.2) par les Associés B.

10. Pouvoirs du conseil de gérance.

10.1 Le Conseil de Gérance peut prendre toutes les actions nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société, sous réserve des dispositions de tout Pacte d'Associés et de l'article 10.3 et des actions devant être décidées par les Associés dans le cas des exceptions prévues par la Loi Luxembourgeoise ou ces Statuts.

10.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'Assemblée Générale par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du Conseil de Gérance sous réserve des dispositions de tout Pacte d'Associés.

10.3 Aucune des actions listées ci-dessous ne pourra être prise par ou au nom de la Société ou tout autre membre du Groupe à moins que et jusqu'à ce que le(s) Associé(s) B n'ait consenti par écrit au préalable avant la prise d'une telle action:

10.3.1 toute modification des Documents Organisationnels de la Société, Hydriades II Limited, Hydriades III Limited ou une quelconque de leurs Filiales importantes si une telle modification a une incidence négative importante disproportionnée sur les Associés B ou la Société;

10.3.2 toute modification matérielle dans la nature ou le champs de l'activité du Groupe pris comme un ensemble, y compris (i) l'introduction ou l'interruption de tout champ d'activité matériel, (ii) toute acquisition ou disposition d'actifs (sauf en ce qui concerne la disposition ou la Cession de toute activité ou bien non-réglementé du Groupe) et (iii) des investissements accessoires significatifs, dans chaque cas, dépassant la somme de vingt-cinq millions de Livres Sterling (GBP 25.000.000) qui n'est pas envisagé par le Plan d'Activités ou (iv) toutes ventes de la totalité ou de la quasi-totalité des actifs de la Société, Hydriades II Limited et/ou Hydriades III Limited;

10.3.3 toute transaction d'Affilié entre la Société, un Véhicule d'Investissement Intermédiaire, Hydriades II Limited ou Hydriades III Limited et chacune de leurs Filiales, d'un côté, et KKR ou tout Affilié de KKR, d'un autre côté, sauf pour les transactions souscrites à des conditions commerciales normales et approuvées par le conseil de la Société de Groupe concerné; et dans de tels cas, les Associés B recevront une notification annuelle de telles transactions d'Affilié;

10.3.4 la liquidation volontaire, dissolution, reconstitution ou faillite de la Société ou Hydriades II Limited ou Hydriades III Limited (autre qu'une dissolution et liquidation faisant suite à la vente de la totalité ou de la quasi-totalité des actifs de Hydriades II Limited et Hydriades III Limited);

10.3.5 tout rachat de Titres de la Société, excepté conformément avec tout Pacte d'Associés; et

10.3.6 tout engagement ou annonce relatif aux dispositions précédentes.

11. Représentation de la société. Sous réserve de ce qui est prévu par la Loi Luxembourgeoise, tout Pacte d'Associés et ces Statuts, les personnes suivantes sont autorisées à représenter la Société:

(8) tout Gérant;

(9) toute personne à qui un tel pouvoir a été délégué conformément à l'article 12.

12. Agents du conseil de gérance. Le Conseil de Gérance peut déléguer son/ses pouvoir(s) pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc et déterminer les responsabilités et la rémunération d'un tel agent (s'il y en a), la durée de la période de représentation et toutes autres conditions nécessaires de son mandat.

13. Réunions du conseil de gérance.

13.1 Les réunions du Conseil de Gérance (les "Réunions du Conseil") peuvent être convoquées par tout Gérant par une convocation dans un délai raisonnable. Le Conseil de Gérance peut nommer un président.

13.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil sans respecter tout ou partie des exigences et formalités de convocation si tous les Gérants ont renoncé aux exigences et formalités de convocation en question que ce soit par écrit ou, lors de la Réunion du Conseil concernée, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

13.3 Un Gérant peut nommer un autre Gérant (et seulement un gérant) pour le représenter (le "Représentant du Gérant") lors d'une Réunion du Conseil, participer, délibérer, voter et accomplir toutes ses fonctions en son nom lors de la Réunion du Conseil. Un Gérant peut représenter plusieurs autres Gérants à une Réunion du Conseil à la condition que (sans préjudice quant à tout quorum requis) au moins deux Gérants soient présents physiquement à une Réunion du Conseil tenue en personne ou participe en personne à une Réunion du Conseil tenue en vertu de l'article 13.5.

13.4 A toutes les réunions du Conseil de Gérance dûment convoquées, une majorité du nombre total des Gérants constitueront un quorum pour les transactions et le vote d'une majorité du nombre total de Gérants présents ou représentés constituera la décision du Conseil de Gérance. Chaque Gérant aura droit à un vote. Si le quorum n'est pas présent à toute Réunion du Conseil, les Gérants présents ajourneront la Réunion du Conseil. Pour tout ce qui fait objet d'une approbation de la part du Conseil de Gérance, dans le cas où le Conseil de Gérance aboutirait à une impasse (par exemple, votes égaux pour ou contre tel objet), l'objet sera considéré comme n'ayant pas été approuvé par le Conseil de Gérance.

13.5 Un Gérant ou le Représentant d'un Gérant peuvent valablement participer à une Réunion du Conseil par voie d'utilisation de conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire à condition que toutes les personnes participant à une telle réunion soient en mesure de s'entendre et de parler tout au long de la réunion. Une personne participant de cette manière est réputée être présente en personne à la réunion et devra être comptée dans le quorum et sera autorisée à voter. Sous réserve de la Loi Luxembourgeoise, toutes les affaires qui sont traitées de cette manière par les Gérants seront réputées, pour les besoins des présents Statuts, valables et effectivement conclues à une Réunion du Conseil, nonobstant le fait qu'un nombre inférieur de Gérants (ou leurs représentants) tels que requis pour constituer un quorum aient été physiquement présents au même endroit.

13.6 Une résolution écrite, signée par tous les Gérants (ou s'agissant de tout Gérant, le Représentant du Gérant) est valable et effective comme si elle avait été adoptée à une Réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et pourra consister en un ou plusieurs document(s) ayant le même contenu et signé(s) par ou au nom des Gérants concernés.

13.7 Les procès-verbaux d'une Réunion du Conseil devront être signés et les extraits de ces procès-verbaux pourront être certifiés par tout Gérant présent à la Réunion du Conseil.

14. Résolutions des associés.

14.1 Chaque Associé a droit à un vote pour chaque Part Sociale dont il est le détenteur.

14.2 Sous réserve des dispositions prévues aux articles 14.3, 14.4 et 14.5, les Résolutions des Associés sont valables uniquement si elles sont adoptées par les Associés détenant plus de la moitié des Parts Sociales, toutefois si ce chiffre n'est pas atteint lors de la première assemblée ou lors de la première consultation écrite, les Associés devront être convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée et les résolutions pourront être adoptées à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de Parts Sociales représentées.

14.3 Les Associés ne pourront pas changer la nationalité de la Société ou obliger un des Associés à augmenter sa participation dans la Société sans un vote unanime de tous les Associés.

14.4 Sous réserve des dispositions prévues à l'article 14.3, toute résolution modificatrice des présents Statuts (y compris le changement de Siège Social), doit être adoptée à la majorité en nombre des Associés représentant les trois quarts des Parts Sociales.

14.5 Une résolution pour dissoudre la Société, déterminer la méthode de liquidation de la Société et/ou nommer les liquidateurs doit être adoptée conformément à la Loi Luxembourgeoise.

14.6 Une réunion des Associés (l'"Assemblée Générale") peut valablement débattre et prendre des décisions sans respecter tout ou partie des exigences et formalités de convocation si tous les Associés ont renoncé aux exigences et formalités de convocation en question, que ce soit par écrit ou, lors de l'Assemblée Générale concernée, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

14.7 Un Associé peut être représenté à une Assemblée Générale en désignant par écrit (ou par fax ou email ou tout autre moyen similaire) un mandataire ou un représentant, lequel ne doit pas nécessairement être un Associé.

14.8 S'il y a moins de vingt-cinq Associés dans la Société, les Assemblées Générales pourront être adoptées par voie de résolutions écrites des Associés plutôt que lors d'une Assemblée Générale à la condition que chaque Associé reçoive le texte précis des résolutions ou décisions à adopter et chaque Associé donne son vote part écrit à propos de la résolution concernée.

15. Exercice social.

15.1 L'exercice comptable de la Société débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année à condition que, comme mesure transitoire, le premier exercice comptable de la Société débute à la date de son incorporation et se termine le 30 décembre suivant (toutes les dates incluses).

15.2 Lorsqu'à ce moment la Société compte plus de vingt-cinq Associés, il doit être tenu chaque année au moins une assemblée générale annuelle en conformité avec l'article 196 de la Loi de 1915.

16. Droit de distribution des parts.

16.1 Toutes distributions (incluant tous paiements à l'égard de l'annulation, du remboursement ou rachat par la Société de tous Titres dans la Société) payées par la Société à l'égard de Parts Sociales, seront payées pro rata (sous réserve de ce qui est prévu aux articles 5.7-5.10 et 16.6) et en même temps à tous les Associés A et Associés B à proportion de leurs Pourcentages Totalement Convertis respectifs sauf si, dans chaque cas, ledit Associé renonce par notification écrite à la Société à son droit de recevoir une telle distribution ou les produits d'un tel rachat. Pour écarter tout doute, rien ne s'oppose au remboursement ou paiement de toute dette d'associé préalablement à toute distribution ou dividende étant payé aux Associés.

16.2 Toutes les distributions se feront sous réserve de toute loi applicable et des dispositions de tout Pacte d'Associés.

16.3 Des bénéfices nets de la Société déterminés en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent seront prélevés et alloués à un fonds de réserve légal. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant du fonds de réserve légal aura atteint un dixième du capital nominal de la Société.

16.4 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des Statuts, la Société peut par résolution des Associés déclarer des dividendes en accord avec les droits respectifs des Associés.

16.5 Le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires à l'Associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve à établir conformément à la Loi de 1915 ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés pourront devoir être remboursées par l'Associé (s).

16.6 Dans le cas d'une déclaration de dividende, ledit dividende sera alloué et payé dans l'ordre suivant:

16.6.1 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie A1 et de Catégorie B1 aura(ont) droit à un dividende égal à 0,20% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie A1 et de Catégorie B1, étant entendu que pour les besoins du calcul de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie B1, les Parts Sociales de Catégorie B1 seront réputées avoir été converties en Parts Sociales de Catégorie A1;

16.6.2 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie A2 et de Catégorie B2 aura(ont) droit à un dividende égal à 0,25% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie A2 et de Catégorie B2, étant entendu que pour les besoins

du calcul de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie B2, les Parts Sociales de Catégorie B2 seront réputées avoir été converties en Parts Sociales de Catégorie A2;

16.6.3 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie A3 et de Catégorie B3 aura(ont) droit à un dividende égal à 0,30% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie A3 et de Catégorie B3, étant entendu que pour les besoins du calcul de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie B3, les Parts Sociales de Catégorie B3 seront réputées avoir été converties en Parts Sociales de Catégorie A3;

16.6.4 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie A4 et de Catégorie B4 aura(ont) droit à un dividende égal à 0,35% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie A4 et de Catégorie B4, étant entendu que pour les besoins du calcul de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie B4, les Parts Sociales de Catégorie B4 seront réputées avoir été converties en Parts Sociales de Catégorie A4;

16.6.5 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie A5 et de Catégorie B5 aura(ont) droit à un dividende égal à 0,40% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie A5 et de Catégorie B5, étant entendu que pour les besoins du calcul de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie B5, les Parts Sociales de Catégorie B5 seront réputées avoir été converties en Parts Sociales de Catégorie A5;

16.6.6 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie A6 et de Catégorie B6 aura(ont) droit à un dividende égal à 0,45% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie A6 et de Catégorie B6, étant entendu que pour les besoins du calcul de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie B6, les Parts Sociales de Catégorie B6 seront réputées avoir été converties en Parts Sociales de Catégorie A6;

16.6.7 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie A7 et de Catégorie B7 aura(ont) droit à un dividende égal à 0,50% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie A7 et de Catégorie B7, étant entendu que pour les besoins du calcul de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie B7, les Parts Sociales de Catégorie B7 seront réputées avoir été converties en Parts Sociales de Catégorie A7;

16.6.8 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie A8 et de Catégorie B8 aura(ont) droit à un dividende égal à 0,55% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie A8 et de Catégorie B8, étant entendu que pour les besoins du calcul de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie B8, les Parts Sociales de Catégorie B8 seront réputées avoir été converties en Parts Sociales de Catégorie A8;

16.6.9 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie A9 et de Catégorie B9 aura(ont) droit à un dividende égal à 0,60% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie A9 et de Catégorie B9, étant entendu que pour les besoins du calcul de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie B9, les Parts Sociales de Catégorie B9 seront réputées avoir été converties en Parts Sociales de Catégorie A9;

16.6.10 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie A10 et de Catégorie B10 aura(ont) droit à un dividende égal à 0,65% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie A10 et de Catégorie B10, étant entendu que pour les besoins du calcul de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie B10, les Parts Sociales de Catégorie B10 seront réputées avoir été converties en Parts Sociales de Catégorie A10; et

16.6.11 Le solde sera alloué aux détenteurs des catégories de Parts Sociales suivant une décision prise par l'Assemblée Générale des Associés.

17. Dissolution et Liquidation. La liquidation de la Société sera décidée par une Assemblée Générale et en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et l'article 14. Dans le cas où la Société n'aurait qu'un Associé, cet Associé pourra, à son gré, décider de liquider la Société en reprenant à son compte l'ensemble des actifs et passifs, connus ou inconnus, de la Société. Tous revenus résultant de la liquidation seront distribués aux Associés conformément à leurs droits respectifs.

18. Interprétation et Loi Luxembourgeoise.

18.1 Dans les présents statuts:

18.1.1 une référence à:

(10) un genre devra inclure chaque genre;

(11) (à moins que le contexte ne le requiert autrement) le singulier inclut le pluriel et vice-versa;

(12) une disposition légale ou statutaire inclut toutes modifications y afférentes et toutes nouvelles mises à jour (avec ou sans modifications).

18.1.2 les mots "inclure" et "incluant" seront censés être suivis par les mots "sans limitation" et on ne donnera pas aux mots généraux une interprétation restrictive pour la raison qu'ils seraient précédés ou suivis d'un mot indiquant un terme particulier, des faits ou des choses ou par des exemples qui tombent dans la définition des mots généraux;

18.1.3 les en-têtes de ces Statuts ne doivent pas affecter leur interprétation ou lecture.

18.2 En complément de ces Statuts, la Société est également gouvernée par toutes les dispositions applicables de la Loi Luxembourgeoise.

19. Définitions. "Affilié" signifiera, pour toute Personne, autre qu'une Personne Contrôlée directement ou indirectement par une telle première Personne, Contrôlant directement ou indirectement une telle première Personne ou directement ou indirectement sous le même Contrôle que la première Personne, et "Affilié" aura une signification corrélatrice à ce qui précède.

"Associé A" signifie un détenteur de Parts Sociales de Catégorie A à un moment donné.

"Associé B" signifie un détenteur de Parts Sociales de Catégorie B à un moment donné.

"Catégorie Numérique" désigne les différentes catégories numérotées de Parts Sociales.

"Cession" signifie une cession, vente, transfert, gage, hypothèque ou toute autre disposition, directe ou indirecte, comprenant en vertu de la création de titres dérivatifs, le fait de donner une option ou tout autre droit, l'imposition d'une restriction sur la disposition ou le vote, par voie légale ou par toute autre disposition légale ou participation bénéficiaire dans tout entité holding parente de la Personne pertinente.

"Cession Autorisée" a le sens qui lui est donné dans tout Pacte d'Associés.

"Cessionnaire" signifie une Personne qui bénéficie d'une Cession.

"Closing" a le sens qui lui est donné dans tout Pacte d'Associés.

"Comptes Intérimaires" signifie les comptes de gestion de la Société.

"Contrôle" signifie pour une Personne (autre qu'une personne physique) (a) la détention directe ou indirecte de plus de 50% des droits de vote en relation avec les titres d'une telle Personne, (b) le droit de désigner ou nommer, ou faire désigner ou nommer, plus de 50% des membres du conseil d'administration (ou d'un organe dirigeant similaire) d'une telle Personne ou (c) le droit de gérer, ou la gestion directe de, sur base discrétionnaire des actifs de cette Personne, et, pour éviter tout doute, un general partner est censé Contrôler un "limited partnership" et un fond conseillé ou géré directement ou indirectement par une Personne et sera également censé être Contrôlé par une telle Personne (et les termes "Contrôlant" et "Contrôlé" auront une signification corrélative à ce qui précède).

"Documents Organisationnels" désigne le memorandum of association, les statuts ou autres documents organisationnels d'une entité, tel qu'applicable.

"Droit au Profit" signifie le dividende fixe décrit à l'article 16.

"Filiale" signifie une Personne qui est Contrôlée directement ou indirectement par une autre Personne.

"Groupe" signifie la Société et ses Filiales directes ou indirectes, y compris Hyriades II Limited et Hyriades III Limited et leurs Filiales respectives et "membre du Groupe" et "Société de Groupe" devra être interprété conformément.

"Jour Ouvrable" signifie un jour où les banques sont ouvertes pour les activités commerciales à Londres, Luxembourg et la Ville de New York (ce qui, pour éviter tout doute, n'inclut pas les samedis, dimanches et les jours fériés dans l'une de ces villes).

"KKR" signifie Kohlberg Kravis Roberts & Co. L.P.

"Montant Disponible" signifie: $(W + X + Y) - Z1$ où W, X, Y et Z sont les montants suivants pris des Comptes Intérimaires sans double comptage:

(a) "W" signifie les bénéfices nets de la Société y inclus les bénéfices reportés moins toutes pertes de la Société y inclus toutes pertes reportées;

(b) "X" signifie toute prime d'émission librement distribuable et toutes autres réserves librement distribuables de la Société autres que toutes primes incluses dans Y;

(c) "Y" signifie le montant libéré par moyen de valeur nominale et prime d'émission sur les Parts Sociales Rachetées;

(d) "Z" signifie toutes sommes à placer dans ou retenues dans une réserve non distribuable suivant les exigences de la loi ou de ces Statuts;

(e) "Z1" signifie le Droit au Profit.

"Montant Total de Rachat" est le montant déterminé par résolution du Conseil de Gérance et approuvé par l'assemblée générale des Associés, mais ne dépassant pas le Montant Disponible.

"Pacte d'Associés" désigne tout pacte d'associés lié à la Société auquel les Associés sont parties tel que modifié, refondu, complété ou autrement modifié de temps à autres conformément aux termes de celui-ci.

"Parts Sociales de Catégorie 1" désigne les Parts Sociales de Catégorie A1 et les Parts Sociales de Catégorie B1.

"Parts Sociales de Catégorie 2" désigne les Parts Sociales de Catégorie A2 et les Parts Sociales de Catégorie B2.

"Parts Sociales de Catégorie 3" désigne les Parts Sociales de Catégorie A3 et les Parts Sociales de Catégorie B3.

"Parts Sociales de Catégorie 4" désigne les Parts Sociales de Catégorie A4 et les Parts Sociales de Catégorie B4.

"Parts Sociales de Catégorie 5" désigne les Parts Sociales de Catégorie A5 et les Parts Sociales de Catégorie B5.

"Parts Sociales de Catégorie 6" désigne les Parts Sociales de Catégorie A6 et les Parts Sociales de Catégorie B6.

"Parts Sociales de Catégorie 7" désigne les Parts Sociales de Catégorie A7 et les Parts Sociales de Catégorie B7.

"Parts Sociales de Catégorie 8" désigne les Parts Sociales de Catégorie A8 et les Parts Sociales de Catégorie B8.

"Parts Sociales de Catégorie 9" désigne les Parts Sociales de Catégorie A9 et les Parts Sociales de Catégorie B9.

"Parts Sociales de Catégorie 10" désigne les Parts Sociales de Catégorie A10 et les Parts Sociales de Catégorie B10.

"Parts Sociales de Catégorie A" désigne les Parts Sociales de Catégorie A1, les Parts Sociales de Catégorie A2, les Parts Sociales de Catégorie A3, les Parts Sociales de Catégorie A4, les Parts Sociales de Catégorie A5, les Parts Sociales de Catégorie A6, les Parts Sociales de Catégorie A7, les Parts Sociales de Catégorie A8, les Parts Sociales de Catégorie A9 et les Parts Sociales de Catégorie A10.

"Parts Sociales de Catégorie B" désigne les Parts Sociales de Catégorie B1, les Parts Sociales de Catégorie B2, les Parts Sociales de Catégorie B3, les Parts Sociales de Catégorie B4, les Parts Sociales de Catégorie B5, les Parts Sociales de Catégorie B6, les Parts Sociales de Catégorie B7, les Parts Sociales de Catégorie B8, les Parts Sociales de Catégorie B9 et les Parts Sociales de Catégorie B10.

"Périodes de Catégorie" désigne la Période de Catégorie 1, la Période de Catégorie 2, la Période de Catégorie 3, la Période de Catégorie 4, la Période de Catégorie 5, la Période de Catégorie 6, la Période de Catégorie 7, la Période de Catégorie 8, la Période de Catégorie 9 et la Période de Catégorie 10.

"PECs" signifie les "preferred equity certificates" de la Société.

"Période de Blocage" a la signification que tout Pacte d'Associés attribue à ce terme.

"Personne" signifie une personne physique, partnership, corporation, société à responsabilité limitée, trust commercial, société par actions, trust, association sans personnalité légale, joint venture ou tout autre entité ou organisation;

"Plan d'Activités" a la signification attribuée à ces termes dans tout Pacte d'Associés.

"Pourcentage Totalement Converti" désigne, à la date de détermination, à l'égard de tout Associé, un chiffre, exprimé comme pourcentage calculé, en divisant le nombre total de Titres détenus par ledit Associé par la somme du nombre de Titres émis, étant entendu que, pour les besoins d'un tel calcul les Parts Sociales de Catégorie B seront réputées avoir été converties en Parts Sociales de Catégorie A.

"Prix de Rachat" équivaut au Montant Total de Rachat divisé par le nombre total de Parts Sociales Rachetées.

"Série Alphabétique" désigne les Parts Sociales de Catégorie A ou les Parts Sociales de Catégorie B selon le cas.

"Titres" signifie ensemble, les Parts Sociales, PECs, et tous titres émis en tant que dividende en nature relatif à l'un des titres qui précède et tous les titres émis en échange ou suite à une reclassification, y compris, pour écarter toute doute, tous les Nouveaux Titres qui auraient été émis.

"Titres Nouveaux" signifie toutes les Parts Sociales de Catégorie A, Parts Sociales de Catégorie B, et PECs ou tous autres titres ou prêts d'associés de Luxco ou de l'une de ses Filiales après la Closing.

"Transaction de Vente" signifie toute transaction ou série de transactions dans lesquelles un/des Cessionnaire(s) de bonne foi non Affilié(s) à un Associé cherche(nt) à acquérir soit 100% des droits de vote de la Société ou la totalité ou la quasi-totalité de tous ses actifs.

"Véhicule d'Investissement Intermédiaire" désigne chaque Filiale de la Société, et toute autre Personne à travers laquelle la Société, directement ou indirectement, investit dans Hyriades II Limited et Hyriades III Limited.

Huitième résolution

De plus, les Associés décident de nommer M. Roger Georges AMMOUN, Investment Director, né le 4 octobre 1974 à Rechmaya, Liban, résidant professionnellement au 1 Cabot Square, Canary Wharf, London E14 4QJ, Royaume Uni en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée avec effet immédiat (le "Nouveau Gérant").

Les Associés prennent acte que suite à la nomination du Nouveau Gérant, le conseil de gérance de la Société est dorénavant composé comme suit:

- M. William J. JANETSCHEK;
- M. Ram KUMAR;
- M. Stefan LAMBERT;
- Dr. Wolfgang ZETTEL; et
- Mr. Roger Georges AMMOUN.

Dépenses et Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élèvent à environ cinq mille cinq cents euros (EUR 5.500,-).

Fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française à la demande des parties comparantes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

L'acte a été lu au mandataire des parties comparantes connu du notaire par son nom, prénom, statut civil et résidence, le mandataire de la partie comparante signe l'acte avec le notaire.

Signé: S.LECOMTE, J.ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 30 juillet 2013. Relation: LAC/2013/35488. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I.THILL.

Référence de publication: 2013113559/1637.

(130137401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2013.

Artemide S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.857.050,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 108.756.

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 25 juillet 2013 au siège social de la Société il a été décidé:

- d'accepter les démissions de:

- * Monsieur Rodolpho AMBOSS, gérant, avec effet à compter du 25 juin 2013,
- * Monsieur Christophe MATHIEU, gérant, avec effet à compter du 25 juin 2013,
- * Madame Sophie VAN OOSTEROM, gérant, avec effet à compter du 25 juin 2013.

- de constater que, suivant l'article 8 des Statuts l'ensemble des autres membres du conseil à savoir:

- * Monsieur Riccardo ZORZETTO, résidant professionnellement au 19-21 boulevard du Prince Henri, L - 1724 Luxembourg,
 - * Monsieur Giuseppe CATALDO, résidant professionnellement au 19-21 boulevard du Prince Henri, L - 1724 Luxembourg,
 - * Monsieur Luca Noverino Carlo FALETTI, résidant professionnellement au Royal Damcenter - Dam 7F 1012 Amsterdam, (Pays Bas),
- devront être considérés comme étant démissionnaires et leurs démissions seront effectives immédiatement;
- de nommer avec effet immédiat et pour un temps indéterminé le conseil de gérance comme suit:
- * Monsieur Riccardo ZORZETTO, résidant professionnellement au 19-21 boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg,
 - * Monsieur Giuseppe CATALDO, résidant professionnellement au 19-21 boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg,
 - * Monsieur Luca Noverino Carlo FALETTI, résidant professionnellement au Royal Damcenter - Dam 7F, 1012 JS Amsterdam (Pays-Bas),
 - * Rodolpho AMBOSS, résidant professionnellement au 1330 Sixth Avenue, Suite 1200, New York 10019, (Etats-Unis),
 - * Christophe MATHIEU, résidant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,
 - * Lorenzo BARONI, résidant professionnellement au Berkeley Square House, Berkeley Square, Londres W1J 6BR, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ARTEMIDE S.à.r.l

Société à responsabilité limitée

Signature

Référence de publication: 2013106607/36.

(130130064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

**Atar Holding, Société Anonyme,
(anc. Fiducial Holding).**

Siège social: L-1952 Luxembourg, 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre.

R.C.S. Luxembourg B 169.605.

L'an deux mille treize, le trois juillet.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

«Fiducial Financière de Luxembourg S.A., SPF», société anonyme -société de gestion de patrimoine familial, ayant son siège social à L-1952 Luxembourg, 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 28.505, ici représenté par Maître Christel HENON, avocat à la Cour, ayant son adresse professionnelle à L-2730 Luxembourg, 67 rue Michel Welter, (Grand-Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration lui délivrée, laquelle après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Que la société anonyme "Fiducial Holding", ayant son siège social à L-1952 Luxembourg, 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 169.605, a été constituée originellement sous la dénomination de Cicerelle S.A., suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER,

notaire de résidence à Sanem, en date du 14 juin 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1800 du 18 juillet 2012. Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 29 novembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 299 du 7 février 2013, en adoptant sa dénomination actuelle.

- Que le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) divisé en mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (EUR 31,-) chacune.

- Que la comparante est la seule et unique associée de ladite société et qu'elle s'est réunie en assemblée générale extraordinaire et a pris la résolution suivante:

Unique résolution

L'assemblée générale décide de changer la dénomination de la société en ATAR HOLDING et de modifier en conséquence le premier alinéa de l'article 1^{er} des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}.** (1^{er} alinéa). Il existe une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de "ATAR HOLDING".»

Évaluation des frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société sont évalués à la somme de 850,- EURs.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Christel HENON, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 05 juillet 2013. Relation GRE/2013/2759. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013107886/41.

(130130545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2013.

Bioresonance, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7240 Bereldange, 75, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 179.108.

— STATUTS

L'an deux mille treize, le vingt-neuf juin.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

S.C.E.V. - Participations, société anonyme ayant son siège social à L-4040 Esch-sur-Alzette, 34, rue Xavier Brasseur, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 152.591, ici dûment représentée par ses deux administrateurs Monsieur Eric ESCH, né à Metz (France), le 19 octobre 1966, et Madame Sandrine LAPSIEN, née à Longeville-lès-Metz (France), le 29 février 1968, demeurant professionnellement à L-4040 Esch-sur-Alzette, 34, Rue Xavier Brasseur, eux-même ici représentés par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée, laquelle après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes.

Laquelle comparante, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle constitue par la présente.

Titre I^{er} . - Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de «BIORESONANCE».

Art. 3. La société a pour objet l'étude énergétique de l'organisme par biorésonance, comme l'établissement de bilans et coaching énergétiques assistés par ordinateur.

Elle pourra s'intéresser par voie de souscription, apport, prise de participation ou autre manière dans toute société ou entreprise ayant une activité analogue, connexe ou complémentaire à la sienne et, en général, effectuer toutes opérations de nature à favoriser la réalisation de son objet social.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société pourra exercer son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Elle pourra faire tous actes, transactions et opérations généralement quelconques de nature mobilière, immobilière, civile, commerciale et financière, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. La durée de la société est illimitée.

Art. 5. Le siège social est établi dans la commune de Walferdange.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la Société.

Titre III. - Administration et Gérance

Art. 9. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 10. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 12. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 14. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 15. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. Les produits de la Société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 18. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 19. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, toutes les cent (100) parts sociales ont été souscrites par l'associé unique, la société «S.C.E.V. -Participations», pré-qualifiée, et libérées entièrement par le souscripteur prédit moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Constataion

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales se trouvent remplies.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, à environ 950,- EUR.

Résolutions prises par l'associé unique

Et aussitôt l'associé unique, représentée comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

- 1.- L'adresse du siège social est établie au 75, rue de Luxembourg L-7240 Bereldange.
- 2.- Monsieur Eric ESCH, administrateur de société, né le 19 octobre 1966 à Metz (France), résidant professionnellement au 34, rue Xavier Brasseur, L-4040 Esch-sur-Alzette, est nommé gérant unique de la Société pour une durée indéterminée.
- 3.- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux représentants de la comparante, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 03 juillet 2013. Relation GRE/2013/2735. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 31 juillet 2013.

Référence de publication: 2013109831/121.

(130133866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Pine Harbour S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 14.210.000,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 152.756.

Transfert de parts du 4 janvier 2012

Par une convention de transfert de parts du 4 janvier 2012, un million cent-dix mille (1.110.000) parts sociales ordinaires de classe B de la Société détenues jusqu'à lors par Westquay Investments S.à r.l., ont été transférées comme suit et ceci avec effet au 4 janvier 2012:

Westquay Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des

sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.789, a transféré les un million cent dix-mille (1.110.000) parts sociales ordinaires de classe B de la Société à Bank of America N.A., une association bancaire nationale, établie et existant valablement sous les lois des Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 214, North Tryon Street, Charlotte, North Carolina 28255, Etats-Unis d'Amérique, avec le numéro de charte 13044.

Dès lors, depuis le 4 janvier 2012, les parts sociales de la Société sont distribuées comme suit: (i) Bank of America N.A. détient:

- huit millions (8.000.000) de parts sociales ordinaires de classe A de la Société d'une valeur nominale d'une Livre Sterling (1 GBP) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées;

- un million cent-dix mille (1.110.000) de parts sociales ordinaires de classe B de la Société d'une valeur nominale d'une Livre Sterling (1 GBP) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées; et

- trois millions cent mille (3.100.000) de parts sociales préférentielles de classe D de la Société d'une valeur nominale d'une Livre Sterling (1 GBP) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

(ii) HSBC PH Investments (UK) Limited, une société privée de droit d'Angleterre et du Pays de Galles, ayant son siège social au 8 Canada Square, Londres E14 5HQ, Angleterre et immatriculée auprès du Registre des Sociétés d'Angleterre et du Pays de Galles sous le numéro 01051510 détient deux millions (2.000.000) de parts sociales préférentielles de classe C de la Société d'une valeur nominale d'une Livre Sterling (1 GBP) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2013.

Un mandataire

Référence de publication: 2013109362/33.

(130132092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2013.

Sinvia S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 134.509.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013105388/10.

(130128014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Snobfood Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 129.062.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013105395/10.

(130128012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

TMF Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 869.698,80.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 15.302.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25/07/2013.

Frank Welman / Patrick van Denzen / Jorge Perez Lozano

Director / Director / Director

Référence de publication: 2013105446/12.

(130127787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.
